

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 17 MAI
N°187 1,50F

Belgique : 15 F
Commission Paritaire N° 56942

Palestine

APRÈS L'ASSASSINAT DE
TROIS PATRIOTES

La grève générale
se poursuit en
territoires occupés
Voir page 7

Giscard aux Etats-Unis

DE MOINS EN MOINS D'INDEPENDANCE

Six ans après Pompidou, Giscard va aujourd'hui aux Etats-Unis. Les rapports entre les deux pays ont, depuis, connu des changements importants. Certes, le successeur de De Gaulle, déjà, avait considérablement gommé la politique anti-américaine de son prédécesseur.

C'est sous Pompidou que la France devait signer la «nouvelle charte atlantique», admettre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, renoncer à défendre, en matière monétaire, la position de l'étalon-or, par exemple.

Aujourd'hui, les choses sont cependant plus avancées encore. On n'a pas relevé, du côté de l'Elysée, de réaction hostile au rapport Tindemans, projet d'Europe intégrée sous la houlette américaine. Si, en matière militaire, la France a conservé l'autonomie de sa force de frappe nucléaire, les liens se sont resserrés au sein de l'Alliance Atlantique. Kissinger et Giscard en viennent, il y a quelques jours, à coordonner leurs politiques en Afrique.

Deux phénomènes sont à la source de ce rapprochement. D'abord, la montée du Tiers-Monde : on a vu comment, après la guerre d'octobre 1973, et l'embargo sur le pétrole, les Etats-Unis ont profité de l'affaiblissement des vieux impérialismes européens pour accentuer leur intervention dans notre région du monde. D'autre part, l'URSS, de

plus en plus, menace l'Europe : sous les dehors de la «détente», elle intensifie sa pression militaire aux frontières et ne cesse de chercher à la monnayer en concessions politiques et économiques. Incapable de faire face par elle-même à cette menace, notre bourgeoisie se tourne à nouveau vers l'Amérique, dont elle avait un temps tenté de contester l'hégémonie.

De plus en plus, les Etats-Unis, dans leur rivalité avec l'URSS, interviennent ouvertement en Europe, prétendent dicter aux peuples les régimes qu'ils doivent adopter, les gouvernements qui peuvent, selon Washington, être les leurs. Il s'agit, pour Giscard, qui l'a déclaré au Washington Post, d'une question de forme : Kissinger, selon lui, serait simplement trop malade pour droit. Quant au fond, pas de divergence.

Au mois d'octobre, les dirigeants soviétiques avaient fait subir un affront à Giscard. Cette semaine, les dirigeants américains n'auront probablement guère de peine à s'entendre avec lui. Le temps où la bourgeoisie française pouvait sembler en mesure de défendre l'indépendance nationale, est passé. Désormais, il est clair que c'est à la classe ouvrière, dans le cours de son combat révolutionnaire, de prendre en mains cette tâche, et de renvoyer chez eux les interventionnistes.

Jean LERMET

ouverture du procès d'Edmond Siméoni

GRÈVE GÉNÉRALE EN CORSE

CORSICA ISULA MORTA !

De notre envoyé spécial
Eric BRÉHAT

Le premier jour du procès des militants corses poursuivis devant la Cour de Sécurité de l'Etat est

une journée «île morte» en Corse, à l'appel de toutes les organisations autonomistes, de la «gauche» et des syndicats, selon des modalités qui ne font pas toujours l'unanimité.

L'autre fait marquant de

ce début de semaine, alors que de nouveaux plastiques, non revendiqués semble-t-il, se sont produits dans la nuit de vendredi (une gendarmerie et une entreprise de matériel agricole étaient visées), est la création d'un «Front de Libération Nationale Corse» et la vague d'arrestation qui s'en est suivie. Parmi les neuf arrestations, prétextes à interrogatoires politiques fouillés, l'une a donné lieu à un transfert à Paris : il s'agit de Francis Pantalacci, employé aux PTT à Ajaccio. L'A.P.C. (Association des Patriotes Corses) de Max Siméoni n'a pas pour l'instant pris position sur ces arrestations.

Corti, dimanche midi : sur la place Paoli, où comme chaque dimanche beaucoup de Corses se retrouvent pour boire un «cassa» ou un «51», un militant passe de table en table. Il distribue un tract : « Corsica, Isula Morta ». Un légionnaire traverse la place. Les conversations baissent, le mercenaire au képi blanc presse le pas... Les discussions, faisant sonner haut la langue corse reprennent. Ce n'est là qu'une impression fugitive.

Suite page 6



Poniatowski multiplie les menaces contre les libertés démocratiques

Ce week-end, Poniatowski a profité de l'assassinat de Chaîne pour faire l'amalgame avec les activités des révolutionnaires : «le gouvernement, dit-il, va mettre fin aux actions conduites par des groupes semi-anarchistes, semi-gauchistes». Il fait donner Ducret, directeur de la PJ, pour affirmer : «c'est un acte de terrorisme, à l'exclusion de toute autre hypothèse».

On se doutait que le ministre de la police n'allait pas manquer l'occasion de l'assassinat du PDG du Crédit Lyonnais pour monter une de ces manipulations de l'information dont il est spécialiste.

Cet homme, qui prête ses chiens pour que sorte le torchon «Parisien Libéré», et qui fait garder en permanence les locaux d'Amour à Amiens, est bien placé pour organiser des campagnes de presse. Il emploie toujours la même méthode : il prend un fait, le monte en épingle grâce aux radios, aux journaux et il l'utilise contre les libertés, dans l'espoir de faire admettre la répression et le quadrillage policiers.

Suite page 3

CHINE

Il y a dix ans commençait

La grande Révolution Culturelle

Voir page 9

- Enquête : A quelle enseigne sommes-nous logés ? P.2
- Le congrès du PS à Dijon P.3
- B.E. : les 23 luttent pour leur réintégration
- Succès de l'après-midi «Portes ouvertes» au Foyer Sonacotra de Bagnolet. P.5
- Argentine : grève à Renault-Cordoba P.8
- Notre bloc-notes sur les appareils photo P.11

Affaire Ceccaldi Malgré les menaces de Lecanuet Le syndicat de la magistrature prêt à la grève

Le Syndicat de la Magistrature s'est réuni hier en Congrès, suite à la mutation arbitraire du juge-Ceccaldi par Lecanuet.

Il a décidé de demander une audience à Lecanuet pour lui annoncer qu'en cas de sanctions contre Ceccaldi qui refuse sa mutation à Hazebrouk, il ferait grève.

Lecanuet, aussitôt connue cette décision, a réaffirmé qu'il ne reviendrait pas sur la mutation de Ceccaldi. Il va même jusqu'à prétendre qu'il s'agit d'une promotion correspondant en tout point aux désirs du magistrat ! En ce qui concerne la grève, le ministre a rappelé qu'elle serait illégale mais que de toute façon le Syndicat de la Magistrature est, selon lui, minoritaire.

suite page 6

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -4-

par Serge LIVET

LES CITÉS DE TRANSIT : DES BIDONVILLES EN DUR

« Ici, vous avez des devoirs et non pas des droits... »

INTERVIEW D'UN LOCATAIRE D'UNE CITÉ CETRAFA A GENNEVILLIERS

(Banlieue Nord de Paris)

Immigré algérien, il est ouvrier professionnel dans une usine de la banlieue parisienne et habite dans les cités de transit CETRAFA depuis maintenant plus de dix ans.

— Le Quotidien du Peuple : Où logeais-tu avant de déménager ?

— Ali : Avant d'habiter ici, je logeais à la cité 51 du port de Gennevilliers. Sur des terrains vagues, boueux, inutilisables du fait des pylônes à haute tension. La CETRAFA a construit des baraques en bois où elle nous entasse, Algériens, Marocains, Portugais. Les conditions de vie y sont intenable, surtout l'hiver où l'humidité pénètre partout, tu vois, par exemple, quand j'ai déménagé, mes meubles étaient devenus inutilisables. Il y faisait froid, le vent passait sous les portes, entre les murs et les toits ; pour aller chercher quelque chose, un litre de mazout, il fallait passer dix ans dans cette cité dite « d'accueil transitoire » et il y a encore des gens là-bas qui attendent d'être relogés.

— QdP : Dans la cité, y a-t-il de quoi soigner les gens, un dispensaire médical ou un médecin ?

— Ali : Non tu sais, il faut que je te dise, beaucoup d'enfants étaient malades des poumons. Mon frère a emmené deux de ses enfants à l'hôpital, ma sœur pour son fils, c'est pareil, lui, il a dû rester sept mois en maison de repos... et là encore je ne te parle que de ma famille. Il n'y avait pas de dispensaire et même pas de téléphone, quand tu voulais téléphoner, il fallait aller chez le gérant, tant mieux s'il était là, sinon c'était fichu. Rien n'était prévu. Il y avait quelques extincteurs à la cité, mais jamais ils n'étaient chargés ou vérifiés, regarde un peu ce que ça aurait fait s'il y avait eu le feu à la cité où vivaient plus de cent familles.

— QdP : Quels loyers fait payer la CETRAFA ?

— Ali : Pour un trois pièces, le loyer était de 350 F, mais à cela il fallait ajouter le mazout en hiver, avec le froid, le vent, il fallait compter environ 300 F par mois en plus.

— QdP : On a parlé souvent des jeunes qui volaient, quelle est leur situation ?

— Ali : Tu sais, il faut voir qu'il n'y a absolument rien pour les jeunes. Je me

rappelle en 69, on s'était bagarré pour essayer d'avoir une maison pour les jeunes, pour qu'ils puissent se réunir, discuter entre eux au lieu de rester dehors sous la pluie près du garage du gérant. On avait même fait une délégation à l'Hôtel-de-Ville, à la direction de la préfecture. Là-bas, ils nous ont dit : « Ici vous avez des devoirs et non pas des



droits». Ah, ça je m'en rappellerai toujours !

— QdP : Quelles luttes ont été engagées par les locataires de la cité ?

— Ali : On a refusé de payer le loyer pendant plusieurs mois, mais il n'y a pas eu de luttes vraiment efficaces. Plus tard, avec des camarades du PCRml on avait fait une plateforme revendicative si-

gnée par presque tous les travailleurs de la cité, on l'avait tous portée au gérant en manifestation, à partir de ça, ça avait commencé à bouger. La mairie PCF, elle, était hostile à la lutte.

Je suis allé à la mairie. Ils m'ont dit que « ce n'était pas possible d'avoir un logement car il y avait trop d'immigrés à Gennevilliers ». Je te le jure, c'est vrai. Ils se renvoyaient les gars dos à dos. Tu vas à la CETRAFA, ils te répondent « on n'a rien à voir là-dedans ». A la mairie, on t'inscrit sur la liste puis on t'envoie à la préfecture. A

pire, car, avant, j'étais plus prêt des transports, des centres commerciaux. Ici, par n'importe quel temps tu es obligé de faire des kilomètres pour acheter un morceau de pain.

On est très isolé du reste de la ville : la CETRAFA pratique toujours comme ça, en plus il y a l'auto-route à côté, ici on ne peut pas dormir, ce ne sont pas des petites voitures, mais de gros camions qui dès 6 H du matin commencent à charger du sable, du mazout, car le port est à côté. Il n'y a qu'à partir de 10 H du soir, jusqu'à 5 H du matin que l'on com-

la préfecture, ils te disent d'attendre et tout le temps comme ça.

— QdP : Au bout de dix ans, la CETRAFA t'as finalement relogé dans de nouveaux bâtiments en dur qu'elle vient de construire ? Qu'en penses-tu ?

— Ali : Oui, j'ai attendu dix ans pour être relogé, c'est mieux comme logement, mais d'un autre côté, c'est

mence à être un peu tranquille.

En plus, il n'y a qu'un mur cimenté, le reste, c'est encore du préfabriqué en plus c'est dangereux si ça brûlait et c'est vraiment très cher pour ce que c'est. Rien n'a tellement changé : 500 F de loyer pour un F3, sans les charges, c'est-à-dire sans compter l'eau, l'électricité, le gaz, le chauffage.

CITÉS CETRAFA : POUR LES LOCATAIRES UNE SURVEILLANCE DE TOUS LES INSTANTS

La CETRAFA, Centre de Transit Familiaux, a été créée en 1961 à l'instigation de personnalités du milieu patronal et sous le patronage de la préfecture de la Seine. Son premier directeur était un patron, et la préfecture était représentée dans le conseil d'administration.

Au départ la CETRAFA, « association sans but lucratif » se présente comme un organisme de gestion de cités de transit construites à Gennevilliers, mais à partir de 72, la CETRAFA passe de la gestion à la promotion, elle achète des terrains avec les subventions de la FAS (Fonds d'Action Sociale) et bâtit de nouvelles cités. De 9 en 1970, celles-ci passent à 21 fin 75. Dans le même temps, la préfecture en prend la direction en mains. L'actuel président est un ancien préfet et le directeur est un haut fonctionnaire.

L'ARGENT DES LOYERS... POUR FINANCER CEUX QUI REPRIMENT

Théoriquement, la CETRAFA ne fait pas de bénéfices, les loyers qu'elle recueille ne lui servent qu'à couvrir les frais de gestion. En fait, à partir de 72, avec le passage à une politique de rentabilisation, le service social qui était pourtant dans la ligne, est démantelé, les travailleurs sociaux à Gennevilliers licenciés. Sur l'argent des loyers, la CETRAFA finance sa propre action « socio-éducative » et renonce aux subventions de la FAS, pour mieux imposer son propre encadrement, car c'est bien de cela qu'il s'agit. C'est le gérant qui assure l'encadrement, il s'agit souvent de vieilles brutes galonnées rescapées des guerres coloniales.

LA DESTRUCTION DES BIDONVILLES : C'EST PAS DE LA PHILANTROPIE !

Le développement des cités de transit va de pair avec la progressive résorption des bidonvilles. C'est à la CETRAFA, à la SONACOTRA que fut confiée la

mission d'absorber la population immigrée vivant dans les bidonvilles. Quelle est la différence entre un bidonville et une cité CETRAFA ? Les logements CETRAFA sont construits en dur, ils ont des installations sanitaires minimales, quand elles fonctionnent. De ce point de vue le logement CETRAFA c'est mieux qu'une baraque dans un bidonville.

Mais il y a d'autres différences qui, elles, font que le logement CETRAFA n'est pas du tout une amélioration pour les travailleurs. Les loyers y sont énormes en rapport du confort : près de 600 F par mois pour un F3. Et surtout, il y a l'encadrement et la répression. Dans certains bidonvilles, comme celui de Nanterre dont la résorption a été confiée à la CETRAFA, régnait une relative liberté. Les travailleurs étaient unis, se rencontraient librement, n'étaient pas constamment surveillés. Pendant la guerre d'Algérie, le FLN était organisé dans les bidonvilles et les flics qui tentèrent de s'y aventurer en gardent des souvenirs cuisants. Une des raisons de la destruction des bidonvilles est là : leur danger social pour l'ordre bourgeois. Avec la CETRAFA, la surveillance est constante.

Parce que ça rapporte plus pour un investissement minime, parce que ça enlève un aspect trop criant de la misère, et enfin surtout parce que ça permet de mieux surveiller les travailleurs immigrés, la CETRAFA et des associations de ce type ont été préférées aux bidonvilles.

Aujourd'hui, les bidonvilles ont pratiquement tous disparu, l'un des derniers, celui de la digue des Français est en cours de destruction à Nice. Mais ce qui les remplace, constitue un pas de plus dans la répression. On le voit bien aujourd'hui dans les foyers Sonacotra, aussi bien que dans les cités de transit.

Le PCF et les cités de transit

À COLOMBES, ON CONSTRUIT UN MUR CONTRE LES HABITANTS DE LA CITÉ !

Pour les municipalités PCF, la présence sur leur commune de concentrations de travailleurs immigrés dans les cités de transit est une gêne, un corps étranger et vis-à-vis duquel elles estiment n'avoir aucun devoir dont elles cherchent même à se débarrasser. Ainsi, l'an dernier, le maire de Gennevilliers déclare qu'il y a trop d'immigrés sur sa commune.

Entre la municipalité et la préfecture, c'est un perpétuel renvoi dont les immigrés font les frais, le maire les envoyant au préfet qui les lui renvoie. Dans les cités à municipalité révisionniste, les immigrés des cités de transit n'ont pas droit à la protection maternelle et infantile, aux jardins d'enfants, aux colonies de vacances et à l'ensemble des services sociaux. Le relogement dans les HLM de la municipalité leur est même refusé.

A Colombes, la municipalité PCF obtient du gouvernement que, pour protéger les HLM du bruit et des nuisances, un mur soit construit. Mais, il est conçu de telle façon qu'il renvoie le bruit sur le port de Gennevilliers, c'est-à-dire sur la cité de transit, dont les habitants seront empoisonnés par la fumée, assourdis par le bruit et leurs enfants en danger permanent. Un rideau d'arbres est planté du côté des HLM, rien du côté de la cité CETRAFA, dont ils demandent la suppression mais sans se préoccuper du relogement des familles qu'ils refusent purement et simplement à héberger sur leur commune. Dans le même temps où le PCF tente de briser la grève des foyers Sonacotra dont les locataires immigrés luttent contre les conditions de vie, la cherté des loyers, l'encadrement répressif que leur impose le pouvoir.

Congrès du PS à Dijon

ON SERRE LES RANGS POUR ALLER A LA SOUPE

Le Congrès extraordinaire du PS, ce week-end, n'a pas étonné : une unanimité, à main levée, s'est dégagée sur la motion unique qui était présentée, après accord entre la minorité et la majorité. Ce n'est pas pour autant que cette motion - que chacun lit comme il veut - a aplani les divergences entre le CERES et la majorité de Mitterrand. Mais, pour un parti qui se veut sur le point d'accéder au pouvoir, il n'aurait pas été de bon ton de contredire par des joutes de tendances une image générale de sérieux à laquelle toutes les fractions tiennent.

La question des alliances municipales a donc été tranchée officiellement : dans la majorité des cas, le PS favorisera les listes d'Union de la Gauche. Une telle position, comparée à la tradition de magouillage du PS, prend un air de pureté politique incroyable. Sarre, du CERES, prêchant pour son saint, va même jusqu'à dire que le PS a mis ainsi «un terme à la politique de collaboration de classe». Il ne craint pas la grotesque.

D'ailleurs, quand on y regarde de plus près, on constate que l'unité proclamée souffrira toutes les exceptions qui serviront les desseins du PS. Plus que jamais, la position dominante du PS dans l'alliance est affirmée aux dépens des révisionnistes du PCF. C'est la direction, d'ailleurs qui se réserve de trancher les «exceptions», brandissant, pour faire pièces aux critiques du PCF, la menace de l'exclusion en cas de non respect des décisions.

«Nous n'avons pas de cadeau à faire», a déclaré Notebart, de la fédération du Nord. En aucun cas, a assuré Estier, il ne sera «permis de faire disparaître les intérêts du PS». Mitterrand lui-même a affirmé avec force que l'Union ne voulait pas dire «que le socialisme et le communisme, c'est la même chose».

En tous les cas, le Congrès aura été dominé par l'idée que le PS est proche du pouvoir. CERES et Mitterrand font là-dessus l'accord. Les avantages matériels du pouvoir en prévision, ont fait rentrer dans le rang le CERES quoique Sarre s'en défende, en disant à la radio : «ce n'est pas pour aller à la soupe».

L'unité du PS, pourtant, n'a rien à voir avec l'unité

de la gauche : vendredi, une fois encore, PS et PC s'opposaient au Conseil Général des Bouches-du-Rhône, alors qu'ils prétendent aller ensemble à la bataille. Mais surtout, les belles paroles lyriques de Mitterrand, qui, dans le rôle du faux-jeton, s'est surpassé à Dijon, ne peuvent faire oublier aux travailleurs conscients que le PS veut tout simplement rénover le capitalisme, pour mieux perpétuer sa domination, dans les municipalités comme au niveau national.

Paul LEFORT

RECTIFICATIF :

Dans notre article de samedi sur le Congrès du PS, une erreur de chiffres s'est glissée ; au lieu de «117 villes de plus de 30 000 habitants», il fallait lire 177 soit 83 % des cas, et non 53 %.

GALLEY ANNONCE AUX PROMOTEURS L'OUVERTURE DU MARCHÉ DU LOGEMENT SOCIAL

C'est à Deauville, au Congrès de la Fédération Nationale des Promoteurs Constructeurs que le ministre de l'équipement, Galley, a dévoilé les premiers éléments de la politique du logement social du gouvernement. Le choix d'un tel auditoire et un tel lieu pour parler du logement social, est hautement symbolique.

Galley a révélé que le gouvernement arrêterait le schéma général de sa nouvelle politique du logement avant les vacances. Ce sont les grands traits de cette politique qu'il a exposés aux promoteurs.

AIDE À LA PIERRE RÉDUITE

Le rapport Barre préconisait la suppression de l'aide à la construction et son remplacement par une aide à la personne beaucoup plus importante. Tel quel, ce projet suscitait trop d'oppositions, de la part des organismes d'HLM notamment, de la part de l'UDR également pour être entièrement repris. Finalement l'aide à la pierre subsistera mais «moins forte que par le passé». L'aide à la personne sera augmentée. Galley n'a pas précisé selon quels mécanismes, ni qui en bénéficierait le plus largement : locataires ou accédants à la propriété. Pour ces derniers, le ministre a annoncé : «L'accession à la propriété continuera pour une part de bénéficier de l'affectation de sources d'épargne privilégiées...». Il a précisé que cela nécessiterait une réduction des marges bancaires sur le crédit au logement. Apparemment, le gouvernement veut relancer l'accession à la propriété, considérée comme un excellent moyen d'enchaîner les travailleurs. Mais par ailleurs,

la commission du VII^e Plan sur le financement des investissements se prononçait pour une réduction de l'épargne logement. Ces deux orientations étant contradictoires, le gouvernement devra choisir et il est probable que son choix ne sera pas favorable à l'épargne logement.

LA RÉHABILITATION DU LOGEMENT ANCIEN

L'autre volet de la politique gouvernementale est celui défini par le rapport Nora : «La réhabilitation du logement ancien». Bien que Galley affirme que les loyers des logements réhabilités devront exclure les «marges spéculatives», il n'en reste pas moins que la «réhabilitation» va constituer comme il le dit «un nouveau marché» qui bénéficiera d'un ensemble de dispositifs favorisant l'action des promoteurs de même que la rénovation.

En résumé, l'orientation que semble prendre la politique gouvernementale du logement est une ouverture plus large du logement social aux promoteurs privés que ce soit le logement neuf ou ancien réhabilité.

Cette politique se traduira par une hausse des loyers généralisée, ceux des organismes HLM y compris, hausse qui ne sera pas compensée par l'augmentation de l'allocation logement.

Serge LIVET

UN TRÉSORIER POUR L'UDR

Le Comité Central de l'UDR s'est réuni samedi. Il a étudié la question d'une liste unique pour la majorité aux municipales. Il a notamment désigné Trorial comme trésorier du mouvement.

Jacques Trorial vient d'être nommé trésorier de l'UDR. A cette occasion, il n'a pas été précisé ce que recouvre exactement ce poste. S'agit-il du personnage chargé des relations avec les SAC, des truands et autres proxénètes fournisseurs de fonds à l'UDR ? Ou bien s'agit-il du personnage le mieux placé pour se renflouer grâce aux fonds douteux qui passent entre ses mains ? En tout cas, Trorial saura sans doute tirer profit de cette promotion : le sus-nommé fait son apparition dans le bassin de Longwy où il est élu député UDR en 1968, soutenu par toute la racaille réactionnaire du coin. A ce moment-là, il prétend jouer les «Zorro», fouiller dans les finances des municipalités, surtout celles qui sont gérées par la gauche. En fait, il passera son temps à baigner dans les

coups fourrés liés aux constructions d'autoroutes, etc... Rapidement, il devient secrétaire d'Etat à l'Education Nationale où il brillera par son absence. Mais plus tard, il ne retrouvera pas son siège de député car son suppléant n'entend pas se désister en sa faveur ; on ne reverra plus Trorial dans la région et plusieurs se demandaient ce qu'il devenait... En fait, Trorial ne mourrait pas de faim, il était devenu, allez savoir par quel miracle, responsable du port fluvial de Paris. En 73, toujours avide de sinécures, il brigue le mandat de député dans le 16^e arrondissement de Paris. Sans doute, y avait-il plus de chances que dans le pays haut-lorrain. Pourtant, c'est une nouvelle veste pour lui. Aujourd'hui, il semble bien que malgré ces revers, M.Trorial a retrouvé une planque. Il a toutes les

qualités requises pour ce poste, à savoir : le don de se faire oublier quand ça va mal et des liens avec les huiles.

Corresp. Lorraine

LA «FÊTE DE PARIS» DU PCF

LE CŒUR N'Y ÉTAIT PAS

La fédération de Paris du PCF tenait ce week-end sa fête sous les halles de la Villette. Malgré un groupe musette qui réussit après beaucoup d'efforts à faire danser une ronde, l'ambiance n'y est pas. J'interroge un militant sur l'échec du PCF à Tours.

«Il y a la campagne de Labeyrie ; ce n'était peut-être pas ça qu'il fallait faire. D'ailleurs, moi je suis contre toutes ces histoires de point vert ; ça me fait penser à Elf». Une autre explication : «La fédé d'Indre et Loire ne s'est pas assez mobilisée. A Saint Pierre des Corps, on a une grosse section ouvrière : elle n'a pas assimilé la ligne du 22^e congrès». Pourquoi ? «Il y a un

LES MENACES INTOLÉRABLES DE PONIATOWSKI

SUITE DE LA 1

Il n'y a pas si longtemps, le ministre de la police n'hésitait pas à truquer les statistiques, à insulter nos camarades immigrés, dans la tentative de justifier l'expulsion des délégués des foyers Sonacotra.

Avec l'utilisation de l'assassinat de Chaîne, on voit où le ministre de l'Intérieur veut en venir : il s'inspire directement de la méthode allemande. Dans ce pays, en effet, la bourgeoisie s'est saisie d'actions terroristes totalement étrangères à la classe ouvrière, comme prétexte pour fichier, traquer, emprisonner les révolutionnaires.

Le même Poniatowski revenait d'ailleurs diman-

police. Dans le même temps, la répression contre les luttes ne cesse de prendre des formes plus violentes : les fédérations patronales, écrit une revue patronale de cette semaine, «ont envoyé des circulaires à leurs adhérents pour les inciter à faire montre de fermeté et de sang-froid» et elle conseille l'utilisation contre les grévistes de «l'arsenal juridique pour enrayer le mouvement».

Ces éléments montrent l'unité de la politique de répression de la bourgeoisie. L'utilisation par Poniatowski de l'assassinat de Chaîne, ses vociférations de Nancy viennent, malgré lui, trahir la faiblesse de la classe au pouvoir,



che sur sa campagne contre toute opposition : il accuse en effet «une minorité politique engagée» de mettre en danger «l'impartialité des fonctionnaires». Tout en polémiqueant en surface contre le PS, il menace, en fait, tous les travailleurs révolutionnaires des services publics de nouvelles restrictions à leurs libertés élémentaires.

Sur tous les fronts, à chaque instant, le gouvernement annonce donc plus de répression, plus de

qui, menacée, durcit sans cesse sa position.

Mais, pas plus que l'intoxication policière par la presse ne fera tolérer la généralisation de la répression contre les organisations révolutionnaires, la «fermeté patronale» ne viendra à bout des luttes. Au contraire ; plus que jamais, combats pour les revendications quotidiennes et pour les libertés sont indissolublement liés.

Paul LEFORT

avant le 22^e congrès, et qui maintenant nous reproche de l'avoir abandonnée !»...

Le score du PS, en tête à Tours, surpassant souvent le PCF, ne ramène pas le sourire sur le visage de ce secrétaire de cellule des PTT : «Le PS, c'est nous qui l'avons regonflé ; il n'y a qu'à voir l'échec de Deferre en 1969, avant le programme commun !... Dans ma boîte, il y a aussi une section du PS ; mais on ne fait pas l'unité d'action avec eux ; c'est nous qui faisons tout le travail, et c'est eux qui en profitent !»

Pas de quoi se réjouir, en effet !

Paul GAUVIN

LUTTES OUVRIERES

Besançon

OBLIGER LA MAIRIE PS A RELOGER M. GUILLAUME

Vendredi 14 à 17 h 30, une délégation du comité de lutte contre le chômage s'est rendue à la mairie pour imposer le relogement de M. et Mme Guillaume, expulsés la semaine dernière. Cette délégation comportait la famille expulsée, des habitants du quartier (français et immigrés) et des étudiants. Nous avons rencontré M. Bonnefoy (1^{er} adjoint au maire PS Minjoz, et président des HLM du Doubs), installé dans un somptueux bureau tout capitonné, qui nous a accueillis avec un «que veulent ces messieurs dames ?». Un bref rappel de la situation lui a rafraîchi la mémoire : «Vous venez de permettre l'expulsion de cette famille en donnant votre accord pour l'intervention de la force publique. Maintenant, nous venons vous demander de reloger ces travailleurs». Après nous avoir demandé des preuves, il signala qu'il ne pouvait rien faire et nous conseilla «la réoccupation du logement» mais, bien sûr, «à nos risques». D'autre part, ajouta-t-il, faites un dossier pour les HLM. «Cela va prendre 3 ou 6 mois. Nous, c'est dans une semaine qu'on veut les reloger car il est anormal

qu'ils soient obligés de vivre chez des gens du quartier». Se servant de ses bras comme d'un moulin à vent, il nous montra son mépris du problème. De toute façon... il avait d'autres préoccupations.

M. Guillaume lui demanda : «Et si vous étiez expulsé, où iriez-vous ?» «Moi, je m'arrange pour essayer de payer mon loyer !» «J'ai fait plusieurs demandes d'embauche à la mairie, mais vous avez bien vu que ça ne répond pas». «De toute façon, on n'embauche pas n'importe qui ! Maintenant sortez ou j'appelle la police». Nous sommes tous ressortis en pensant à ce qui attendait les travailleurs en cas de victoire de la gauche aux élections. L'invitation faite par Bonnefoy nous incitait à revenir ce lundi. Nous y serons, c'est sûr. Que les lecteurs du Quotidien du Peuple se retrouvent lundi après-midi à partir de 16 h devant la mairie, un accueil est prévu.

Comité de Lutte Contre le Chômage de Montrapon (Besançon)

BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE

LES 23 LUTTENT POUR LEUR REINTEGRATION

Vendredi dernier se tenait la réunion de la section CFDT de Bourgogne Electronique. De nombreux syndiqués étaient venus faire le point avec leurs camarades licenciés. Cela aurait très bien pu se dérouler si le permanent de l'UD n'était venu semer la confusion, remettant en cause les initiatives prises dans la semaine par les 23.

En effet, les comités de soutien pour lesquels il avait été décidé d'appeler dès mardi par une majorité des licenciés sont, d'après le permanent, «contradictoires avec l'organisation syndicale et ceux qui en créent s'excluent eux-mêmes du syndicat». Quand la question lui a été posée de comment organiser le soutien de la population qui n'est pas forcément syndiquée à la CFDT, il a expliqué que : «Les travailleurs n'ont qu'à se syndiquer — ceux qui acceptent de soutenir les licenciés de B.E. sont des gens qui n'ont pas le courage de se battre dans leurs boîtes —, en ce qui concerne les lycéens ou le quartier, il existe des associations dans chacun de ces secteurs, il n'y a qu'à faire des regroupements de ces organisations». Il a



laissé planer un certain nombre de sous-entendus sur ces comités de soutien, comme quoi «ils avaient un tout autre but que la réintégration des 23 ; les comités ça sert de matériel de la CFDT et ça paie pas les tracts, ça disparaît du jour au lendemain...» En plus, il a fait un chantage au soutien financier du syndicat qui serait, paraît-il, remis en cause si les 23 étaient soutenus par «autre chose que la CFDT et en dehors d'elle».

Beaucoup parmi la section, ont alors expliqué le sens et le rôle des comités de soutien, leur organisation, et surtout le fait que mettre sur pieds de tels comités, c'est une arme supplémentaire qui n'est en rien contradictoire avec le soutien de l'organisation syndicale à tous les niveaux dans l'inter-trust, dans les syndicats, l'UD...

Lundi soir, doit se dérouler une réunion de comité de l'UD et nous verrons alors les propositions qu'il fera pour soutenir la lutte des licenciés de B.E.

Les syndiqués CFDT de B.E. qui étaient venus à la réunion pour connaître les initiatives prises par les licenciés et y adhérer, ont été déçus de voir que la réunion se déroulait ainsi. Il faut d'ailleurs maintenant clarifier à nouveau la situation, que les licenciés aient le droit de prendre des initiatives sans qu'elles soient remises en cause sans arrêt, soit par les délégués PCF dans la CGT, soit par l'UD-CFDT parce qu'elle ne les trouve pas de son goût.

Pour la semaine qui vient, outre une campagne

de popularisation qui se prépare sur Dijon et un pique-nique organisé devant l'usine pour réunir les licenciés et les travailleurs, devrait intervenir la décision de l'inspecteur du travail en ce qui concerne les huit délégués licenciés.

Si les licenciements sont refusés, les délégués réintégreront l'usine. Ce sera une arme de plus pour les ouvrières de B.E. pour se mobiliser contre le licenciement des 23 et contre la répression qui sévit maintenant dans l'usine.

Corresp. B.E.

CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DU COMMISSARIAT A L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Au Commissariat à l'Énergie Atomique, l'agitation régnait un peu partout, le personnel est inquiet de son avenir et les grèves tendent à se multiplier. L'ensemble que forment le CEA et ses filiales est en pleine restructuration et les travailleurs sont conscients que celle-ci se fait d'abord à leur détriment !

«La restructuration des entreprises travaillant dans la construction des Réacteurs Nucléaires a abouti à la concentration entre les mains du Groupe Creusot Loire de l'ensemble de la production de ces matériels et à la mise sur pied de la société Novatome (filiale à 60% Creusot Loire et 40% CEA). Du coup, c'est une grande partie des activités de Technicatome (filiale à 90% CEA et 10% EDF), et surtout de la Cirna (filiale à 60% Technicatome et à 40% GAAA) qui est transférée à Novatome. Les personnels doivent suivre, sans autre forme de procès et sans savoir quels seront leur avenir, leurs conditions de travail et leur contrat de travail !

Les travailleurs de Technicatome, Cirna et GAAA luttent pour obtenir :
- définition d'un programme précis,
- participation à la réalisation de réacteurs expérimentaux,
- intégration des personnels extérieurs qui le désirent,
- négociation de l'accord d'entreprise Novatome avant tout transfert de personnel,
- maintien absolu des droits

et avantages acquis et du lieu de travail (...)

Après avoir tenté la filialisation de cette unité, le CEA préfère démanteler la production des radioéléments, abandonner toute recherche dans ce secteur et commercialiser les produits similaires anglais ou américains. C'est en fait, le passage de ce secteur hors du contrôle public, assorti de la dispersion des équipes et du licenciement des personnels jugés trop nombreux, à commencer par celui des entreprises extérieures. Les travailleurs (CEA et entreprises extérieures) ne l'entendent pas ainsi et se sont mis en grève, eux le 5 mai, pour :
- empêcher le licenciement des travailleurs,
- empêcher l'arrêt de la recherche, du développement et de la production de produits essentiels à la Santé Publique (diagnostic et soins, en particulier pour les centres anti-cancéreux),
- conserver cette activité dans le secteur public.
Et ils ont organisé une manifestation au siège du CEA, le jour même. (...)

«Dans tout cela, il s'agit d'une seule et même volonté du pouvoir, relayé par l'Administration Centrale du CEA, de :
- mettre au service de la restructuration et du redéploiement industriels les équipes et les installations du CEA, (...)
- Réduire les activités de Recherche et de développe-

ment jugées non rentables à court terme.

- faire supporter aux travailleurs les conséquences de cette restructuration, qu'il s'agisse des travailleurs du CEA, de GAAA ou des entreprises extérieures sous-traitantes».

(...) «Le Syndicat CFDT de l'Énergie Atomique, instruit par le précédent que constitue la filialisation du Département de l'Informatique en 1972, sous la forme de la société privée CISI et par les conséquences qui s'en sont suivies pour le personnel (sous-filialisation et dégradation rapide du contrat de travail), refuse le transfert pur et simple des travailleurs considérés comme des pions. Il appelle tous les travailleurs du CEA et de ces filiales à entrer dans l'action pour :
- s'opposer au démantèlement de leurs entreprises,
- défendre leur emploi et leurs conditions de travail,
- obtenir la garantie de leur contrat de travail,
- lutter contre la division du personnel en différentes catégories, (personnel CEA, contractuels, auxiliaires, entreprises extérieures, contrats différents dans une même société, etc...)
- pour affirmer leur solidarité de situation avec l'ensemble des travailleurs du secteur public».

(D'après un dossier de presse du Syndicat National du Personnel de l'Énergie Atomique CFDT)

Contre la répression à Bourgogne-Électronique, la solidarité se développe

Deux camarades licenciées sont allées participer vendredi dernier au meeting contre la répression, organisé par le PCRml. Applaudies chaleureusement à leur arrivée, les camarades ont pu se rendre compte de l'intérêt suscité par la grève de B-E et la lutte menée contre la répression. De nombreuses questions ont été posées par les travailleurs présents dans la salle. Une collecte a été organisée.

Lettre ouverte à Madame Veil, ministre de la Santé

Madame le Ministre, Le Gouvernement dont vous faites partie a promulgué une loi pour l'insertion des handicapés dans la vie active.

Cette loi proclame :
Journal officiel du 1^{er} juillet 1975,
Loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des handicapés.

Art. 1^{er} - La prévention et le dépistage des handicaps (...), l'emploi (...), l'intégration sociale du mineur et de l'adulte handicapés physiques, sensoriels ou mentaux, constituent une obligation nationale.
Les familles, l'État, les collectivités locales, les établissements publics (...) associent leurs interventions pour mettre en œuvre cette obligation (...)

Les décrets d'application

de cette loi vont-ils donner suite à ces déclarations ? Ou s'agit-il de paroles sans suite ?

Nous avons, à l'hôpital Cochin, un exemple concret : Monsieur Billon, directeur de cet établissement et Madame Amram, chef du personnel adjointe, exigent d'une handicapée physique à 80 %, agent de bureau recruté sur emploi réservé, un rendement qu'il lui est impossible d'atteindre.

Ainsi, la titularisation de cette employée reconnue apte à l'emploi par la Médecine du Travail mais considérée comme «non rentable» par la direction, est refusée. Son stage est prolongé jusqu'au 2 juin prochain et la menace de licenciement pèse sur elle. Imagine-t-on quelle usure nerveuse entraîne le fait d'essayer de fournir ce rendement ? ...

... Il s'agit là de sanctions graves provoquées unique-

ment par son handicap (personne ne lui reproche la qualité de son travail) et qui auront pour conséquence de la renvoyer dans un atelier dit «protégé», c'est-à-dire de la couper de la vie normale.

Veut-on, oui ou non, reconnaître aux handicapés toute leur place dans la société ?

Cette situation est loin d'être unique. Des cas semblables existent dans d'autres établissements, notamment à l'hôpital Laënnec. Mais pour Monsieur Billon, directeur de Cochin, c'est simple : les travailleurs handicapés doivent être rentables !

Nous insistons sur votre responsabilité, Madame, en tant que Ministre de la Santé et membre du gouvernement...

La Section CFDT du Groupe Hospitalier Cochin

Hôpital COCHIN
27, rue du Fbg St-Jacques
75014 - Paris

LUTTES OUVRIERES

**SUCCÈS DE L'APRÈS - MIDI «PORTES OUVERTES»
AU FOYER SONACOTRA DE BAGNOLET**

«CELA DONNE CONFIANCE POUR LA LUTTE»

«C'est la première opération «portes ouvertes» que nous organisons ici à Bagnolet. Dans les jours et les semaines à venir, nous allons les multiplier». C'est ce qu'annonçait un membre du Comité de Coordination, samedi en fin d'après-midi, devant plusieurs centaines de participants au cours du meeting de clôture.

Tout l'après-midi, des groupes de travailleurs, notamment des familles populaires de Bagnolet, sont venus au foyer aménagé pour l'occasion en salle de meeting et d'exposition. Le foyer-bar et la salle de jeux étaient décorés de multiples panneaux des Comités de Résidents et des Comités de Soutien, expliquant ce qu'était la vie dans ces foyers-casernes, retraçant la longue lutte des résidents ; une exposition sur la révolution en Oman et un programme ininterrompu de chants de lutte suscitaient un vif intérêt.

Pour tous ceux qui le désiraient, un résident du foyer guidait les visiteurs dans un étage du foyer : quel étonnement et quelle colère chez beaucoup d'entre eux, en apprenant que le système d'évacuation en cas d'incendie, système dont la Sonacotra fait mention dans son sinistre règlement intérieur, n'existe pas dans ce bâtiment de 13 étages !

Outre la projection du film «Nationalité : immigré», film remarquable

dans la manière dont il retrace les grandes luttes des travailleurs immigrés depuis Pennaroya, Margoline jusqu'à aujourd'hui, le temps fort de cet après-midi, c'était le meeting organisé par le Comité de Coordination. Les délégués sont intervenus tour à tour pour expliquer la situation actuelle du mouvement, l'organisation de la lutte et du soutien : «Le Comité de Coordination, pour être plus efficace dans son travail, a décidé de créer plusieurs

commissions en son sein qui prennent chacune en mains une tâche bien définie, propagande, presse, etc...» rappelait Dialo (d'ailleurs recherché par les flics de Ponia depuis qu'il a échappé à la rafle du 17 avril).

Un délégué de Massy a mis en garde les participants contre les informations frauduleuses diffusées par la presse bourgeoise faisant état de reprise des paiements dans plusieurs foyers. Il assurait que sur les trois ou quatre foyers qui avaient accepté des protocoles d'accord séparés, ces protocoles ne faisaient pas l'unanimité des résidents. En conclusion de son intervention applaudie avec enthousiasme, il appelait à

renforcer l'unité de lutte Français-immigrés, «seule garantie pour faire céder la Sonacotra et le gouvernement et pour décourager les manœuvres de division du PCF et de tous les faux amis de notre lutte».

Les résidents, très nombreux, avaient le sourire : «C'est bien la première fois qu'il y a une vraie ambiance de fête dans cette taule. Et les travailleurs français sont là à notre rendez-vous ; ça fait plaisir aux camarades et ça leur donne confiance pour la lutte». Samedi prochain, le comité de résidents du foyer Romain-Rolland à St-Denis appelle à son tour à une journée «portes ouvertes» dans le foyer.



Communiqué du Comité de Coordination des Foyers Sonacotra en grève

«La presse fait état, ces derniers jours, de négociations et d'accords signés entre des comités de résidents et la SONACOTRA.

Il est exact que 4 foyers, dont 2 en province, ont cru bon de signer un accord partiel.

Le Comité de Coordination des foyers SONACOTRA en grève rappelle que l'ensemble

des résidents des foyers en grève le considèrent comme le seul représentant des foyers en lutte.

Il rappelle la demande de négociations qu'il a faite à la SONACOTRA le 27 mars 1976.

La SONACOTRA, en réponse à cette demande, a fait expulser de France 18 délégués et veut faire partir des

foyers en grève tous les délégués. Ainsi, 190 notifications par huissier ont été envoyées à ces délégués, leur demandant de quitter leur chambre sous 8 jours.

«C'est dans ce contexte, que la SONACOTRA cherche à diviser notre mouvement en négociant foyer par foyer, avec l'aide de certaines organisations comme l'A.A.E., la CGT (en tout cas en Seine St Denis) et le PCF.

Comment peut-on parler de victoire obtenue par les résidents quand, après avoir expulsé des délégués, on obtient par des pressions inadmissibles la signature d'un protocole d'accord qui n'accorde aucune de nos revendications fondamentales et qui est rejeté par l'ensemble des foyers en lutte ?

«C'est dans ce contexte, que la SONACOTRA cherche à diviser notre mouvement en négociant foyer par foyer, avec l'aide de certaines organisations comme l'A.A.E., la CGT (en tout cas en Seine St Denis) et le PCF.

«Tant qu'il n'y aura pas de négociations avec le Comité de Coordination, seul représentant des foyers SONACOTRA en lutte, aucune véritable solution durable ne pourra être trouvée.

L'ensemble des résidents des foyers, des délégués et de leur Comité de Coordination sont prêts à continuer et à étendre leur lutte jusqu'au retour de leurs camarades

expulsés, jusqu'à de nouvelles négociations et la satisfaction de leurs revendications.

«Par ailleurs, le journal «Le Monde» (du 13/5/76) fait état de liens entre le Comité de Coordination et le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes). Le Comité de Coordination rappelle qu'il est composé uniquement de délégués élus représentant les résidents de leurs foyers, et qu'il n'a rien à voir avec une quelconque organisation politique. Aucune organisation, quelle qu'elle soit ne peut diriger notre lutte.

«Nous souhaitons le soutien des travailleurs et des organisations sur la base de la plateforme revendicative définie par les résidents, à condition que personne ne s'ingère dans la conduite de notre lutte qui est et reste toujours sous la direction des résidents et de leurs délégués réunis dans leur Comité de Coordination».

ITT-CLAUDE (LA FOUILLOUSE)

«DÉSORMAIS ON NE SE LAISSERA PLUS FAIRE !»

En grève à 100 % depuis le 25 mars, avec occupation, les travailleurs font les comptes. Le gain : un accord sur l'emploi qui laisse six mois entre l'annonce de réduction du personnel et l'application effective. Six mois qui laissent la place à la riposte, mais ce n'est qu'un sursis. Il y a aussi re-discussion des qualifications et 20 F de prime mensuelle pour tous. 20 F ! Les jours de grève vont se récupérer, mais jeudi, rien n'avait encore été signé à ce sujet. Cela n'enchant personne de venir travailler le samedi. Cette grève, un échec ?

Non. Le résultat positif de cette grève se trouve surtout au plan idéologique et politique. Si ITT s'est installé à la Fouillouse, village de la banlieue de Saint-Étienne, c'est qu'il en attendait le calme.

Pour ITT, de ce côté, c'est un échec : «Par la grève, on a appris à se connaître, on a découvert notre force». Les hésitants sont surpris : avant la grève, les chefs passaient pour nous baratiner et nous empêcher de faire grève. Maintenant qu'on a cette expérience, on ne va plus se laisser faire. Les chefs venaient à la porte pendant la grève, on leur a dit : «On fait à rebours, vous, 1 500 F par mois et vous occupez, nous on prend votre place !». Ils sont devenus tout pâles. Apprendre sa force, ce n'est pas une mince affaire et maintenant, «on n'est pas prêt à se laisser marcher sur les pieds : dès qu'il y a répression, on sort». Autre résultat : une meilleure compréhension de la situation, de la crise : «quand on nous menace du chômage, c'est pour nous rabaisser. Ce que veulent les patrons, c'est nous ramener au temps de nos grand-pères. L'ouvrier avait trop pris : faut qu'on nous rabaisse». «la crise, c'est une affaire de politique», dit une ouvrière, «comment s'en sortir ? Les élections ? Non ! Il faut que les petits se mettent tous ensemble et qu'on fasse du grabuge. Il faut qu'on se regroupe pour s'attaquer aux gros».

Après cette grève longue, exemplaire dans la mesure où l'ensemble des travailleurs est resté unanime jusqu'à la fin avec une participation toujours aussi importante, restent les questions qui se posent souvent dans les luttes aujourd'hui : pouvait-on bloquer, par la grève, tout ITT-Claude alors que le chômage menace comme à l'usine de Lyon-Vaise ? Pouvait-on vraiment vaincre seuls face à un si grand trust ? D'autre part, concernant le soutien : comment lui donner l'ampleur nécessaire ? Comment résoudre les problèmes financiers dus à une grève longue alors que beaucoup de boîtes sont en lutte dans la région ? Des problèmes que l'on découvre à La Fouillouse, avec les syndicats, et que l'on discute aussi dans bien d'autres luttes.

**A ST-ÉTIENNE,
DÉVELOPPEMENT
DES LUTTES !**

ITT-Claude se prépare à reprendre aujourd'hui. Le mouvement de lutte sur St-Étienne se poursuit avec de nouvelles grèves et occupations : à Celduc (matériel électrique à Sorbier), à Nolaf-Lasserre (St-Étienne) malgré l'ordre d'évacuation des référés, débrayages dans des usines, Laricamarie et Creusot-Loire. Chez Durafour, ministre du chômage et des accidents, maire de St-Étienne, comme partout, monte la colère de la classe ouvrière. Correspondant St-Étienne

Halte à la répression chez Caudel-Nestlé

(VILLEDIEU-LES-POELES - Manche)

Durafour, au service du patronat, a autorisé les licenciements de deux délégués CFDT.

En effet, après une lutte longue de quatre semaines qui s'est menée en novembre-décembre pour une augmentation de salaire et suppression des sanctions, la direction Caudel-Nestlé avait demandé les licenciements de quatre délégués CFDT pour faute grave, c'est-à-dire la perte du lait provoquée par l'intransigeance du patron.

Pourtant cette demande avait été refusée par le comité d'établissement et l'inspecteur du travail. Mais Durafour a passé outre : il en a licencié deux des quatre.

Aussi la riposte des travailleurs pour la réintégration de leurs camarades a été rapide et puissante. En effet, mardi 11 mai, pratiquement la quasi-totalité des travailleurs des usines Caudel de Villedieu, Pont-Hébert et Chef-du-Pont se mettaient en grève et mercredi 12 mai, l'usine d'Isigny rejoignait le mouvement !

Mais un grave problème est posé aux grévistes. La direction cherche à dresser les paysans qui livrent leur lait à l'usine contre les ouvriers qui sont la cause de la perte du lait qui est jeté. Haltes aux manœuvres patronales de division !

Les ouvriers et les paysans du bocage normand doivent s'unir contre la répression : pas un seul licenciement !

Correspondant Villedieu-Les-Poëles

en bref... en bref...

**SMN (Caen) :
LES TRAVAILLEURS
OBTIENNENT
QUELQUES UNES DE
LEURS
REVENDEICATIONS**

Les travailleurs de la SMN, secteur feux continus, ont repris le travail, vendredi matin, après avoir obtenu certaines de leurs revendications au terme d'une semaine de grève reconductible toutes les 24 heures. Malgré les quelques avantages acquis, les travailleurs ne comptent pas en rester là : l'action se poursuit par des débrayages de 2 heures. Durant la grève, un travail de popularisation s'est engagé,

d'une part vers les autres secteurs de la boîte, d'autre part vers la population.

Corr. SMN

Depuis le 21 avril, les ouvriers des usines Péchiney-Aluminium de l'Ariège sont en grève pour la revalorisation des salaires. Le tribunal de Foix a ordonné l'expulsion des grévistes vendredi dernier. Mais cette menace n'a pas entamé la détermination des travailleurs qui continuent d'occuper leurs usines. Aujourd'hui, la branche Péchiney - Aluminium sera en grève pour 24 H.

POLITIQUE

LE CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

UNE PREMIÈRE RIPOSTE À LECANUET

La riposte du Syndicat de la Magistrature aux propos menaçants de Lecanuet ne s'est pas fait attendre. Hier deux cent trente magistrats se réunissaient en congrès extraordinaire à l'appel de leur syndicat. Compte-tenu de la rapidité de la convocation c'est un indéniable succès qui devrait donner à réfléchir au pouvoir.

Venus de toute la France les magistrats se sont consultés sur les moyens à mettre en œuvre pour stopper le processus de répression gouvernementale contre ceux qui dans l'appareil judiciaire se refusent à être les agents d'une politique systématique d'atteinte aux libertés démocratiques, ou qui dénoncent la soumission de la justice au capital.

Malgré les hésitations de certaines sections qui demeurent encore très attachées à un type d'action legaliste : qui proposaient l'envoi de lettres aux parlementaires ou au président de la République, la plupart inclinaient pour la grève. C'est là un fait extrêmement positif qui traduit bien le degré actuel d'une fraction des magistrats contre la politique répressive du pouvoir. En effet, une telle riposte aurait été impensable il y a quelques années, la grève étant interdite aux magistrats.

La motion proposée par le bureau du syndicat remplaçait parfaitement les menaces de Lecanuet contre Ceccaldi dans l'ensemble d'un processus d'atteinte aux libertés qui frappe les juges progressistes et tous ceux qui luttent, particulièrement les travailleurs. Cette motion soulignait à juste titre que les juges sont victimes de pressions gouvernementales au moment même où le pouvoir développe un dangereux système d'atteinte aux libertés.

La riposte d'une partie de la magistrature, toute entachée d'illusions réformistes qu'elle soit, est positive, car elle contre-carre les visées gouvernementales de faire de l'appareil judiciaire un instrument parfaitement adapté à la répression expéditive et renforcée de nos luttes.

Serge LIVET

OUVERTURE DU PROCÈS D'EDMOND SIMEONI Grève générale en Corse

"CORSICA, ISULA MORTA"

Le docteur Edmond Siméoni, emprisonné depuis huit mois, et dix-sept de ses co-inculpés comparaitrons à partir d'aujourd'hui devant la Cour de Sécurité de l'État.

Le 21 août 1975, un millier de gendarmes mobiles et de CRS appuyés par des automitrailleuses et des hélicoptères Puma étaient dépêchés à Aléria. Ils mettaient en état de siège une ferme occupée par une cinquantaine de militants corses.

Ces militants, parmi lesquels Edmond Siméoni, pour la plupart membres de l'ARC (Association pour la Renaissance de la Corse) n'ont pas choisi cette ferme au hasard.

Elle appartient à un colon « pied noir », de retour d'Algérie, Delpelle, qui a trempé dans plusieurs affaires de trafic sur les vins et fraudes financières, sans être inquiété. L'action de l'ARC qui se veut pacifique a pour but d'exiger l'inculpation de Delpelle et de ses complices, elle exprime le sentiment de colère des travailleurs corses.

UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT POUR LES COLONS

Progressivement, et le processus va en s'accroissant, les petits paysans corses sont acculés à la ruine. Les autorités françaises, qui, depuis 150 ans laissent la Corse à l'abandon, ont mis sur pied

un prétendu plan de développement. Un des principaux axes de ce plan est la mise en valeur de la plaine orientale, marécageuse. Les bénéficiaires de ce plan : des anciens colons d'Algérie, nouvellement installés, qui bénéficient de toutes les facilités pour produire des vins à haut rendement, tandis que les petits viticulteurs sont

tergiverser, prétend d'abord accepter de négocier, mais c'est pour tromper les occupants, il refuse finalement toute discussion et fait donner l'assaut.

OCCUPATION MILITAIRE

Deux policiers sont tués, un militant autonomiste gravement blessé. Après la fusillade, Siméoni se rend, il est aussitôt transféré à Marseille, à la prison des Baumettes, puis à la Santé à Paris.

Après cet incident, les

bilités minimales à la défense.

Mais, malgré cela, de nombreuses manifestations pour la libération des militants autonomistes et la satisfaction des revendications populaires ont eu lieu.

La plus récente, le 20 mai, a vu 20 000 manifestants défilés dans les rues de Bastia. Aujourd'hui, première journée du procès sera journée « isula morta » : grève générale et immobilisation totale.

Les masses populaires de Corse montreront ainsi leur



ruinés. Ce scandale et quelques autres du même type provoquent la colère des Corses, colère à laquelle ne répond que le mépris des autorités. Et en ce jour du 21 août au mépris succède la provocation. Poniatowski

forces de répression vont quadriller l'île systématiquement. Depuis Aléria, l'occupation policière ne s'est pas relâchée. Siméoni est inculpé devant la Cour de Sécurité de l'État, juridiction d'exception qui ne donne que des possi-

exigence de la libération de Siméoni et l'arrêt de la répression policière qui les frappe.

Acquittement et liberté pour Siméoni !

S. L.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE NAUFRAGE DE L'URQUIOLA : DES QUESTIONS AUQUELLES IL FAUDRA RÉPONDRE

Les moules, les huîtres, tous les coquillages transformés en blocs noirs, le plancton détruit, le poisson qui meurt ou qui fuit, des plages huileuses : c'est une catastrophe qui compromet pour un an au moins l'activité du peuple de la Galice, qui vit essentiellement de la mer.

C'est maintenant la plus grande partie des 118 000 tonnes de pétrole de l'Urquiola qui se sont répandues dans la « Mer Cantabrique ». Les détergents déversés massivement se sont montrés impuissants à endiguer cette marée noire. Mais si des milliers de travailleurs risquent de se retrouver ruinés, la lutte contre la pollution est une bonne affaire pour la firme néerlandaise qui vient de signer un contrat avec la municipalité de la Corogne.

La lumière est loin d'être faite sur les causes de cette catastrophe. Le capitaine a été tué lors du naufrage. Quant aux armateurs, ils se retranchent derrière un confortable « Nous ne savons rien ». Pourtant, l'équipage de l'Urquiola, qui avait déjà franchi dix-sept fois la passe de la Corogne, la connaissait donc bien. Pourquoi alors ne pas avoir attendu la marée haute pour entrer dans le

port ? Est-il vrai qu'il y avait des ordres pour aller vite ? Est-il vrai également que le pétrolier était en surcharge ? Que peut-on répondre à ceux qui voient dans ce naufrage une manœuvre des armateurs, pour lesquels il serait plus rentable de toucher l'assurance que de continuer à exploiter un pétrolier géant qui ne serait plus rentable depuis la réouverture du Canal de Suez ?

Des questions qui se po-

sent aussi pour l'Olympic Bravery, et auxquelles on n'a toujours pas répondu.

Les peuples, en particulier ceux des régions côtières, ne peuvent accepter que les causes des catastrophes qui mettent pareillement en cause la vie d'une région ne soient pas élucidées. Et s'il apparaît que les capitalistes de la mer y ont une responsabilité, les laissera-t-on longtemps agir impunément ?

P.G.

TALC MORHANGE (37 ENFANTS MORTS EN 1972) LE DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ QUI A FOURNI L'HEXACHLOROPHÈNE EST INculpÉ

Ce talc, trop riche en hexachlorophène (bactériostatique toxique) avait provoqué la mort de trente-sept enfants et des dommages corporels sur cent quarante-cinq autres. La société SETICO, où le talc était fabriqué, était impliquée. Le directeur de la société Morhange se permet de déclarer : « Je ne connais pas les produits que je vends » ; enfin, la société Givaudan continuait à commercialiser l'hexachlorophène alors que des examens toxicologiques et des accidents permettaient de suspecter sa toxicité.

Jusqu'à ce que cet accident survienne, l'hexachlorophène était présent dans de nombreux produits de consommation courante. Souvenez-vous du dentifrice à rayures rouges ! Flahaut, PDG de la société Givaudan (qui fait partie du groupe Rhône-Poulenc) a été inculpé d'homicides involontaires et de blessures involontaires pour ne pas avoir suffisamment informé ses clients des dangers de l'hexachlorophène.

Suite de la une

Elle est confirmée pourtant dans chaque discussion. Dans la veille du procès d'Edmond Siméoni, peut-être plus que ces derniers mois, les forces de répression (CRS, Gardes Mobiles, qui tentent de se faire discrètes) apparaissent aux yeux de la population comme des forces d'occupation.

Le procès de Siméoni est considéré ici comme le procès des aspirations du peuple corse.

S'il est une exigence qui fait l'unanimité, c'est bien celle de la libération des patriotes poursuivis devant la Cour de Sécurité de l'État. Et pourtant !

La bi-départementalisation, cette astuce giscardienne pour grossir l'effectif de l'appareil d'État et acheter quelques notables, a été le prétexte pour la « gauche » à se mettre en travers de la mobilisation du 17 mai.

Isula Morta, île morte, cela veut dire grève générale. En Haute-Corse, le C.O.D. (Comité des Organisations Démocratiques regroupant la « gauche », la CGT, la CFDT et l'APC de Max Siméoni) parle dans

un dernier communiqué, laconique, d'arrêts de travail, de l'envoi de télégrammes et appelle à des « regroupements dispersés » (!) ce lundi à 18 h.

En Corse-Sud, avec l'appui de la CFDT, l'appel était fait pour la journée, et certaines sections CGT (comme celle de Filippini) faisaient de même pour toute la Corse, en englobant des revendications sur les salaires et les conditions de travail.

D'autres appels à la journée de grève vont du syndicat des chirurgiens-dentistes au syndicat des transporteurs.

Il est fort probable que la journée sera largement suivie, et ce aussi bien au Nord qu'au Sud.

Dans ces villages de montagne, où chaque Corse installé sur le littoral revient régulièrement, y retrouve son identité, on allumera des feux, on sonnera le « colombu » (instrument de musique traditionnelle corse).

Mais puisque le procès est programmé au moins jusqu'au 25, on se prépare à une mobilisation prolongée. A Ajaccio comme à Bastia, les « minutes » du procès seront répercutées dans un forum quotidien.

Et pour de nombreux militants autonomistes, qui ne se reconnaissent plus dans les orientations actuelles de l'A.P.C., ce devra être l'occasion d'un procès politique de la bourgeoisie française, même si Edmond Siméoni et ses défenseurs n'en font que celui des gros viticulteurs, « cible » de l'action du commando d'Aléria.

Le gouvernement français craint la mobilisation qui peut entourer le procès. En témoignent l'arrivée en avion de spécialistes de la PJ parisienne et cette réunion extraordinaire des « clans » (cette courroie de transmission de la bourgeoisie française en Corse) convoquée par le préfet Riolacci, vendredi dernier.

de notre envoyé spécial Eric BRÉHAT

GISCARD À LA TÉLÉVISION : Encore une fois à la télévision, Giscard parlera. Le 25 mai, à son retour des États-Unis. Il doit entretenir les Français de la reprise, et des réformes. Plus ça change et plus c'est la même chose.

INTERNATIONAL

PORTRAIT DES USA

LA "DETENTE MODE AMERICAINE"

Les États Unis n'ont pas grand chose à voir avec les images bien ou mal léchées que la télévision américaine déverse sur nos écrans. Il y a une réalité dure, violente que connaît le noir de Harlem, le Porto-Ricain de Los Angeles : les États Unis, c'est le pays de la misère, de la répression. Tandis que pour nous les États Unis, c'est l'armée américaine, celle dont les soldats se trouvent partout à la fois dans le monde, une armée qui dispose d'un armement gigantesque, mais malgré tout l'image d'une armée faible que nous avons vue se faire battre en Indochine, mise en débandade par les peuples.

L'énorme potentiel militaire américain a permis aux États Unis d'exercer une domination directe dans un grand nombre de

pays, et d'exercer de très fortes pressions sur de nombreux autres. Aujourd'hui, alors qu'ils ont subi de graves défaites de la part

des peuples dans le monde, ils se trouvent affaiblis. L'URSS en profite pour se lancer à la conquête de nouvelles positions. Les deux puissances sont lancées dans une lutte sans merci pour le partage du monde. L'armement, sa qualité comme sa quantité se trouve ainsi au cœur du débat politique américain depuis plusieurs mois.

Bien sûr, jamais encore les États Unis n'avaient eu affaire à un adversaire ayant autant de ressources à investir dans la course aux armements que l'URSS. L'arrivée des flottes soviétiques en Méditerranée et dans l'Océan

Indien était aussitôt doublée d'un renforcement de la VI^e flotte dans l'Océan Indien.

Pour les États Unis comme pour l'Union soviétique, la détente c'est d'a-

bord une course aux armements incessante, les plafonds de « limitation » des armes étant fixés au-dessus des armements existants, et en fonction des projets des deux super-grands.

Reste que les États Unis ont connus de profondes polémiques, justement à propos de cette politique de détente. Les forces soviétiques ont augmenté beaucoup plus vite que les forces américaines depuis l'inauguration de la politique de « détente ». « L'effort militaire soviétique est supérieur d'environ 45 % à l'effort américain », déclare l'ancien secrétaire d'État à la Défense, Schlesinger, limogé par Ford parce qu'il s'opposait à la politique de détente qui limitait l'augmentation des forces militaires à un rythme inférieur à celle des forces soviétiques.

Si l'administration Ford et une partie du Congrès ont quelque peu « démissionné » devant l'Union Soviétique, une puissante tendance existe au sein de l'administration du Congrès pour renforcer encore l'effort de guerre américain. C'est ainsi que le Congrès vote à l'heure actuelle un budget dont les dépenses militaires ont été à peine réduites, la plus grande partie des amendements qui avaient été proposés en vue de le faire ont été rejetés. Le comité du Congrès a même demandé que le Congrès vote un budget supérieur de sept cents millions de dollars aux demandes du Pentagone, pour équiper la marine en navires nucléaires et sous-marins, domaine où les soviétiques dépassent le plus les États Unis.

Il y avait en 1969, trois mille quatre cent une bases américaines dans le monde, qui constituaient un réseau serré pour exercer leur domination et l'étendre. Depuis cette date, les USA ont subi la défaite d'Indochine, mais ils n'ont pas diminué leur effort de guerre. Par exemple, ils ont ouvert la base de Diego Garcia en plein cœur de l'Océan Indien en expulsant un millier d'habitants remplacés par les Marines et les GI's, symbole de la civilisation américaine.

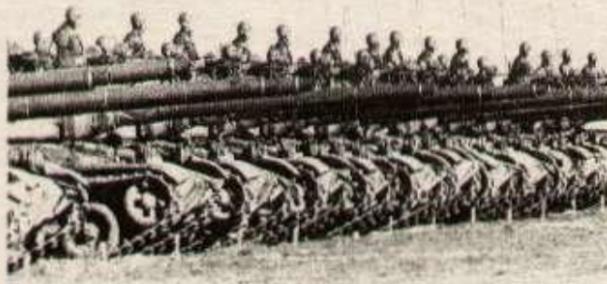
Combien coûte tout cela ? Des chiffres énormes, des milliards de dollars ; des centaines de milliards de francs anciens. Les États Unis ont une armée de 3,5 millions d'hommes en permanence, une flotte énorme, des centai-

nes de bombardiers coûtant un milliard de dollars et plus chacun ; de même pour les sous-marins. Et tous ces engins sont équipés d'appareils électroniques, d'armes chimiques ou bactériologiques, d'armes nucléaires toutes très perfectionnées, destinées à détruire toute vie sur des régions entières, comme cela s'est fait au Viet Nam. Missiles, engins nucléaires et autres armes, entretien de l'armée cela coûte plus de quatre vingt milliards de dollars par an. Vingt-deux mille entreprises, dont pratiquement tous les grands trusts ont passé avec le gouvernement des « contrats de défense » par lesquels ils fournissent cette énorme machine qu'est l'armée américaine.

L'armée est une des plus

grandes activités du pays : 25 % du produit national brut et de l'emploi dépendent directement des commandes militaires. Sans les commandes militaires, l'économie américaine serait complètement bloquée. Jamais les budgets militaires américains n'ont été le moins du monde réduits. La fin de la guerre du Viet Nam n'a pas réduit aussi peu que ce soit le budget militaire américain : de quatre vingt milliards en 1968, il est passé à 90 milliards en 1976 et sera de 113 milliards en 1977.

Voici ce que sont les USA, ceux que la télévision ne vous montrera pas : une grande puissance dont toute la société est organisée pour exercer la domination d'une poignée de trusts.



Les Etats-Unis : volonté de dominer le monde...



... misère pour les masses, les chômeurs de New York

15-16 mai : grève générale en Palestine occupée

La grève générale décidée par le Fath, principale organisation palestinienne, a eu lieu en Palestine occupée. Cette grève avait été décidée pour marquer la 28^e année de l'État d'Israël. Des manifestations ont eu lieu dans toutes les villes de Palestine où des Palestiniens vivent encore. Comme toujours dans ces cas-là, l'armée israélienne est intervenue contre les manifestants, tuant, blessant de nombreuses personnes. La grève avait été décidée pour la seule journée du 15 mai, mais les masses palestiniennes vivant sous l'occupation ont continué le mouvement. Dimanche, à Naplouse et dans d'autres villes, la grève a continué et la population a manifesté. L'armée sioniste a tiré sur les manifestants à Naplouse : trois personnes ont été assassinées, dont une fillette et une dizaine de manifestants ont été blessés.

LIBAN

Au Liban, les combats continuent à Beyrouth, dans la montagne et à Tripoli. Mais ces combats n'ont pas tous le même sens. Dans la montagne, les forces patriotiques ont avancé jusqu'à Faraya, en plein centre phalangiste et encerclent cette localité. A Tripoli, les forces de la Saïka et l'Armée de Libération de la Palestine, dont les dirigeants sont liés à la Syrie, empêchent les forces patriotiques de battre les forces de droite du nord. Samedi, l'OLP a demandé à l'Armée de Libération de la Palestine d'arrêter ses manœuvres contre les forces patriotiques libanaises et la Résistance Palestinienne, surtout que les combats de Tripoli ont été des plus

meurtriers car ils ont été menés entre des combattants à faible distance. L'attitude de la Syrie devient dangereuse pour la Révolution Palestinienne, c'est le sens de l'appel lancé par l'OLP à l'ALP. La Syrie risque gros en demandant à des Palestiniens d'aller tuer des Palestiniens. Si l'ALP répond aux ordres de l'OLP, il s'agira d'une grande victoire pour les forces patriotiques.

A Beyrouth, après l'occupation de la station de Radio-Liban par l'Armée du Liban Arabe, la station de télévision a été aussi occupée. Al-Khatib, commandant de l'Armée du Liban Arabe a déclaré que l'élection de Sarkis n'a rien arrangé et c'est pour cette raison que les combats vont continuer.

BILAN AVEC UN CERCLE DU PCRml

Après la Coordination de Lyon, le travail des étudiants révolutionnaires était de mener le débat au sein des étudiants en utilisant l'acquis que constitue dans cette coordination l'apparition d'une plateforme clairement anti-capitaliste et anti-réformiste. Le compte-rendu que nous ont envoyé nos camarades de Clignancourt montre que c'est sur la base de cette clarification politique que peut s'opérer la constitution d'un pôle révolutionnaire à la faculté.

La première chose qui a été soulignée, ce sont les acquis positifs de cette lutte sur Clignancourt : la mobilisation importante, le débat d'idées qui s'est tenu, la radicalisation d'une bonne partie des étudiants, ainsi que la volonté de prendre en mains démocratiquement le mouvement.

En examinant, non pas tellement la place des étudiants dans la société, mais surtout la situation de crise de la bourgeoisie aujourd'hui et sa réponse privilégiée face aux luttes populaires : la répression, nous en avons tiré la conclusion qu'il serait aujourd'hui erroné d'envisager que le mouvement étudiant puisse vaincre seul.

Nous avons affirmé la perspective du mouvement d'ensemble et la nécessité, pour nous étudiants révolutionnaires, de contribuer à la préparation de l'offensive ouvrière, par exemple par la lutte pour les libertés démocratiques. Nous avons ainsi décidé de participer au comité de soutien aux 23 licenciés de Bourgogne Electronique.

Nous avons ensuite examiné les différentes forces politiques apparues dans le mouvement : l'UNEF-PC et les trotskystes. Pour les premiers, bien que dénoncés et rejetés par la masse des étudiants, il est nécessaire pour nous de continuer le débat politique afin de rendre cette démarcation conscien-

te, et cette démarcation consciente ne proviendra que du rejet du projet politique révisionniste à la faculté et dans la société en général : le programme commun.

Les trotskystes ont été dénoncés comme force de confusion et les camarades présents ont montré que leur rôle n'est apparu clairement que lorsque le PCRml a lui-même affirmé sa perspective politique. Ils sont alors apparus comme un tampon entre les aspirations des étudiants à une lutte révolutionnaire et les propositions révisionnistes.

Comment le PCRml a-t-il été perçu sur la fac ? On a constaté un intérêt évident de la masse des étudiants pour ses explications (les motions présentées par le Parti ont été majoritaires) et un accord politique d'une partie des étudiants. Des insuffisances ont été également relevées, en particulier un manque de propositions concrètes, d'initiatives, ceci étant dû en partie au manque

de forces au départ, mais en partie seulement.

Les conclusions de cette réunion ont été très positives : on a clarifié les positions des différents camarades et, pour progresser dans cette unification au moyen d'une pratique commune, on a décidé de créer un cercle.

Les perspectives de ce cercle sont multiples. En direction des étudiants, c'est la mise en place de comités d'UER pour mener à bien la critique de l'université capitaliste notamment par la volonté d'instaurer une critique vivante du savoir bourgeois. Par exemple, un groupe de travail en Histoire va être mis sur pied pour enquêter parmi les travailleurs sur l'occupation, la Résistance...

A court terme, une brochure va être rédigée, moyen pour nous de tirer le bilan du mouvement avec les étudiants, de tracer des perspectives pour l'année prochaine et d'élargir notre cercle.

Correspondant Clignancourt

INTERNATIONAL

RÉTABLISSEMENT DES RELATIONS ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN

L'Inde et le Pakistan ont décidé de reprendre leurs relations qui étaient rompues depuis 1971, depuis la guerre qui a débouché sur la création du Bangla Desh, dans l'ancien Pakistan Oriental.

Les deux pays sont parvenus à un accord sur les échanges aériens, l'impossibilité de parvenir à un tel accord avait fait échouer les négociations, il y a un an.

Le Pakistan se trouvait au cœur de la politique étrangère indienne. C'est de la politique à son égard que dépend dans une large mesure la politique indienne en Asie du Sud, la guerre ou des relations pacifiques.

Rappelons qu'il y a moins d'un mois, les relations diplomatiques entre l'Inde et la Chine étaient rétablies, alors qu'elles étaient rompues depuis 1962.

UNE NOUVELLE SITUATION EN ASIE DU SUD

La politique de l'Inde, qui repose sur des ambitions territoriales, a subi un grave échec dans les derniers mois de 1975. Le Bangla Desh, qu'elle espérait transformer en une colonie de l'Inde, entièrement dépendante d'elle, s'est révoltée contre la politique de diktat indien ; les agents ouverts de l'Inde ont été chassés du pouvoir. Par contre les nouveaux dirigeants bengalis ont rapidement rétabli des relations diplomatiques avec le Pakistan et la Chine. L'Inde se trouvait isolée, ses ambitions territoriales combattues sur toutes ses frontières.

Par l'intermédiaire de l'Inde, l'URSS avançait ses pions en Asie. On avait vu

notamment les soviétiques se précipiter vers le Bangla Desh après la victoire indienne en 1971. Aujourd'hui cette alliance est de plus en plus critiquée en Inde même. La dépendance économique, le diktat soviétique, l'aide sont la cible de critiques de plus en plus vives : en 1975, l'aide soviétique s'élevait à 139 millions de roupies quand les remboursements de toutes sortes s'élevaient à 567 millions. L'alliance soviéto-indienne qui reposait sur cette dépendance en encourageant les ambitions territoriales de l'Inde a également conduit son isolement en Asie du Sud. Ainsi l'Inde qui n'a jamais voulu signer le pacte de sécurité collective en Asie, que proposent les soviétiques, commence-t-elle à critiquer les flottes des grandes puissances dans l'Océan Indien, à prendre quelques distances à l'égard de l'URSS.

En fin de compte, l'Inde, comme tous les pays du Tiers monde, n'a pas intérêt à quémander le soutien de l'URSS pour l'aider dans ses ambitions : elle n'y trouve qu'asservissement. En renouant des relations diplomatiques avec le Pakistan, l'Inde souligne que la seule voie pour les pays du Tiers Monde est de collaborer entre eux : toute guerre entre eux avantage les grandes puissances.

Djibouti : une déclaration menaçante

Ali Aref sort de l'Élysée. «Le communiqué du 30 décembre 1975 n'est pas appliqué, déclare-t-il, il prévoyait que l'ordre français régnerait jusqu'au bout et il ne règne pas actuellement».

C'est une menace de la plus haute gravité contre le peuple de Djibouti : les légionnaires sont des milliers à Djibouti. Ils font respecter l'ordre français par des rafles quotidiennes, des expulsions, en réprimant les manifestations. Que veut Aref ? C'est simple : le mouvement pour l'indépendance augmente sans cesse, les troupes françaises sont impuissantes à l'endiguer. Il demande que la répression soit encore plus brutale. Peut-être Giscard lui a-t-il soufflé cette réclamation, en tout cas tout doit être mis en œuvre dès à présent, pour le soutien au peuple de Djibouti pour empêcher toute une vague de terreur organisée par les troupes françaises dans le pays, pour que soit mis fin sans délai à l'occupation coloniale.

PALESTINE

Prenant la parole devant un groupe de juifs américains, Ford a déclaré que «les relations entre les États Unis et Israël sont fondamentales». «Nous restons les ultimes garants de la liberté d'Israël. Si nous faisons défaut, il n'y aurait personne pour prendre le flambeau».

Autant dire qu'Israël est la chose des Améri-

cains et rien d'autre. Ce qu'ils décident a force de loi pour l'État sioniste. Parlant de la situation au Moyen-Orient, Ford a déclaré : «Il est demandé à Israël de renoncer aux territoires occupés en échange de mesures politiques intangibles. Mais seule la volonté de changer l'aléatoire en intangible peut mettre fin à l'hostilité et permettre d'atteindre la paix».

MADRID

FESTIVAL DES PEUPLES IBERIQUES

La manifestation la plus importante de la semaine a été le festival des peuples ibériques, qui a réuni environ 80 000 personnes, venues là écouter les chanteurs interdits par le fascisme, mais aussi crier leur détermination d'en finir avec le régime de Juan Carlos et exiger les libertés démocratiques. Tandis que des protestations s'élèvent de la part d'avocats, de journalistes pour dénoncer la brutalité policière dans les manifestations et la recrudescence des tortures, une nouvelle vague de luttes se prépare à l'occasion des signatures des conventions collectives au niveau provincial et au niveau de tout l'Etat... C'est le moment qu'ont choisi les révisionnistes pour accentuer leur politique de conciliation avec le fascisme ; ils étaient déjà prêts à accepter une «rupture négociée» maintenant, ils acceptent la «réforme négociée», proposée par certains milieux gouvernementaux.

Entre 60 et 80 000 personnes ont assisté à l'université de Madrid au festival des peuples ibériques organisé par la Fédération des Associations Culturelles de Madrid, qui n'est pas reconnue officiellement. Le gouvernement avait autorisé le festival pour une durée de 12 heures au lieu des 24 demandées, mais d'importants dispositifs anti-émeutes entourent en permanence le campus de l'Université.

A ce festival, sont intervenus des chanteurs de toutes les nationalités de l'Etat espagnol : castillans, basques, valenciens, catalans, galiciens, asturiens, parmi eux, ceux qui ont été le plus souvent

interdits par le gouvernement fasciste, Raimon, Pi de la Serra, Mikel Abegoa, Victor Manuel etc... D'autre part, on notait la présence des Portugais, et le chant Grandola Villa Morena fut largement repris par l'assistance.

Le festival, commencé par une minute de silence en souvenir de Vitoria, a eu un contenu politique élevé : des slogans exigeant l'amnistie, la liberté, la dissolution des corps répressifs, étaient scandés tandis que la foule criait : «Monarchie assassine», «Juan Carlos, écoute, le peuple est en lutte», «Vitoria, nos frères, nous n'oublions pas. Tous les drapeaux des différentes nationalités ibériques

étaient représentés. La lutte du peuple sahraoui bénéficie d'un chaleureux soutien : le drapeau du Front POLISARIO fut particulièrement acclamé. Les partis politiques étaient présents ; sur une banderole de l'ORT, on pouvait lire : «Pour l'autodétermination des peuples opprimés».

La nouvelle, pendant le festival, de l'assassinat d'un militant carliste et de plusieurs blessés au rassemblement de Montejurra provoqua une grande tension ; une manifestation fut décidée à la sortie du festival, mais elle ne put avoir lieu à cause des flics qui investissaient le quartier. Un peu plus tard, un «commando» d'un millier de personnes réussissait à manifester dans la rue Garcia Morato. La police a tiré et blessé par balle un étudiant de 23 ans, Renato Gonzalez Alvarez, qui a été emmené à la DGS puis à l'hôpital.

ARANJUEZ «VILLE ROUGE»

C'est le nom qu'a reçu Aranjuez pendant la guerre civile, et aujourd'hui, cette petite ville, à une cinquantaine de kilomètres de Madrid, continue à le mériter.

Actuellement, le courant révolutionnaire est très fort, et les Commissions Ouvrières très implantées. La Guardia Civil a pénétré dans une assemblée de voisins, en frappant les gens à coups de crosse et en pointant les mitraillettes sur eux ; ils ont emmené 10 personnes qui ont été torturées dans la caserne de la Garde Civil. La population d'Aranjuez s'est mise alors en marche vers la caserne où s'était retranchée la police, avec des mitraillettes prêtes à tirer de crainte d'une nouvelle émeute populaire comme celle du mois de janvier. Le capitaine de la Guardia Civil a été déplacé, car le gouvernement fasciste avait peur de représailles populaires. Les Associations de Voisins de Madrid se sont rendues hier à Aranjuez en cars et en trains, pour exprimer leur solidarité.

Les travailleurs du service de ramassage des ordures sont en grève à Madrid et à Barcelone, pour la deuxième fois consécutive ; ceux de Barcelone ont déjà obtenu des améliorations dans leur convention mais continuent leurs luttes, et la situation commence à devenir critique dans la ville.

ARGENTINE

8 500 OUVRIERS D'IKA-RENAULT EN GRÈVE À CORDOBA

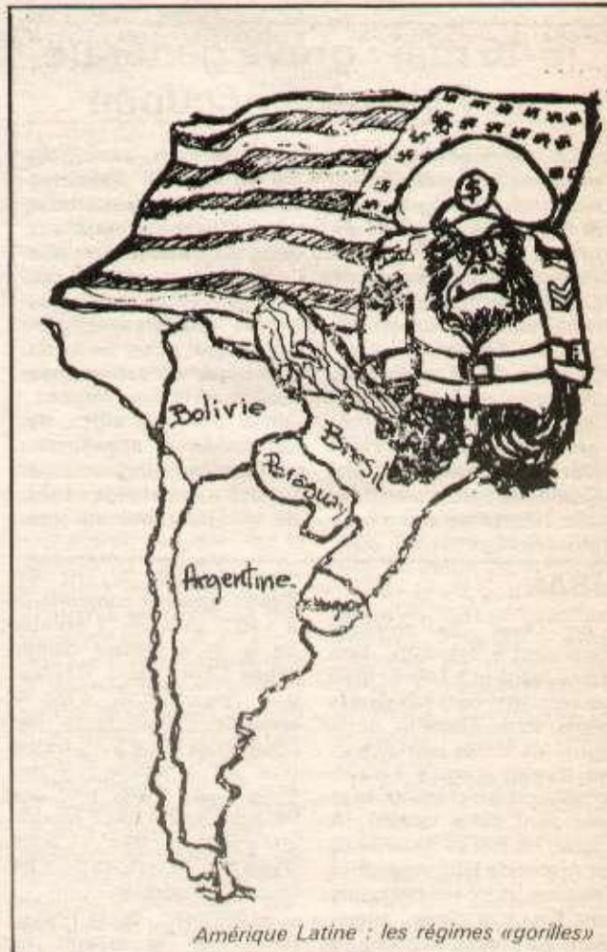
La grève des ouvriers de l'automobile à Cordoba, commencée il y a plus d'une semaine, dans des conditions où le droit de grève est supprimé, où les militants ouvriers combattifs sont traqués, emprisonnés quand ils ne sont pas simplement abattus, montre que la résistance à la dictature fait preuve d'une vitalité certaine, et que les nouveaux maîtres de l'Argentine ont du mal à imposer leur loi de fer... Cependant Cordoba a toujours été un bastion du mouvement ouvrier, le plus combatif, le mieux organisé, celui qui a rompu le plus tôt avec la bureaucratie syndicale pourrie de la CGT.

Les ouvriers d'IKA-RENAULT, filiale de Renault France, qui fabrique entre autres des 4L, manifestaient leur résistance à la dictature et à ses plans économiques par une pratique très courante en Argentine, le coulage des cadences. Face à cette situation, la direction de l'entreprise a décidé de licencier 1000 ouvriers. C'est pour riposter à ces licenciements et à ces sanctions que les ouvriers de Renault sont entrés en lutte. C'est la «Commission Interne» de l'usine, organisation clandestine représentant les ouvriers combattifs, qui dirige la lutte. A l'heure actuelle, ce genre d'organisation est soumis à une répression très dure : les militaires viennent, avec leurs blindés, à la porte des usines avec des listes dressées conjointement par la CGT et les patrons et arrêtent les activistes. C'est ainsi que les militants ouvriers Rosales et Castelo Soto de Fiat, ont été exécutés. Le fonctionnement massif des cours martiales depuis le 31 mars et le rétablissement de la peine de mort à

partir de 16 ans donnent la mesure exacte de ce que signifie aujourd'hui la grève des ouvriers de Renault.

D'autre part, il est évident que la grève a pour arrière-fond, le blocage des salaires institué par le gouvernement, et la situation de misère et de chômage d'une grande partie du peuple argentin. En effet, le programme économique du nouveau ministre des militaires, Martinez de la Hoz est la continuation et l'aggravation du Plan Mondelli contre lequel s'était mobilisée toute la classe ouvrière argentine en mars dernier.

Répondant aux vœux du Fonds Monétaire International, encore plus qu'avant, Martinez de la Hoz brade le pays aux sociétés internationales, décrète la libéralisation des prix (alors que l'inflation était déjà de 500%) et instaure plus que jamais le blocage des salaires. Il pense faire des économies budgétaires en licenciant environ 350 000 fonctionnaires. Le ministre a d'ailleurs déclaré :



«Je ne veux pas nourrir de fausses espérances sur un redressement rapide et spectaculaire... La seule chose qui peut avoir de l'effet, c'est le travail et l'effort constant et discipliné. C'est sur la

surexploitation de la classe ouvrière que compte la bourgeoisie argentine pour redresser sa situation ; c'est contre elle que les ouvriers de Renault ont engagé le combat...»

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

LE 16 MAI 1966

LA RÉVOLUTION CULTURELLE EN CHINE COMMENÇAIT...

L'établissement du pouvoir des ouvriers et des paysans ne met pas fin à la lutte des classes, au contraire celle-ci se poursuit, souvent de façon acharnée, car la bourgeoisie et toutes les classes exploiteuses essaient toujours de reconquérir le pouvoir qu'elles ont perdu.

Faisant le bilan de l'expérience historique du mouvement communiste mondial, tirant les leçons de la prise du pouvoir par une nouvelle bourgeoisie en Union Soviétique, malgré les succès qu'y avait remportés la construction du socialisme, Mao Tsé-toung et le Parti Communiste Chinois ont tracé la voie de la lutte nécessaire pour empêcher le retour au capitalisme dans un pays socialiste.

Le 16 mai 1966, le Comité Central du Parti Communiste Chinois adressait aux instances du Parti une circulaire interne destinée à préciser les grandes orientations politiques à suivre pour mener la Révolution Culturelle Proletarienne : il s'agissait, selon l'indication de Mao Tsé-toung, de mener la lutte contre «les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti, dans le gouvernement, dans l'armée et les différents ministères culturels».

La bourgeoisie relève la tête

L'opposition de la bourgeoisie à la ligne révolutionnaire d'édification du socialisme définie par Mao Tsé-toung s'était aggravée depuis la fin des années cinquante. Le mouvement de création des Communes Populaires s'était heurté à la lutte sournoise des éléments capitalistes des campagnes, soutenus par certains membres du Parti Communiste, qui, tel Liou Chao-chi, tentèrent de saboter la collectivisation agricole, qui répondait aux aspirations des masses.

De plus, s'appuyant sur la volonté révolutionnaire des masses, Mao Tsé-toung rétablit les milices populaires en 1958. Cette nouvelle orientation de la politique de défense se heurta à la résistance farouche du Ministre de la Défense, Peng Teh-huai, favorable à l'édification d'une armée au sein de laquelle la primauté reviendrait non plus à la conscience politique et la mobilisation du peuple, mais à la technique et aux armements : ce qui signifiait, alors, la dépendance de la Chine vis à vis de la technologie militaire soviétique. En 1959, Peng Teh-huai était révoqué par le Comité Central. Toutefois, la bourgeoisie ne voulut pas s'avouer vaincue, et lança une vaste offensive dans les domaines économiques et idéologiques (critique des acquis du «Grand Bond en Avant», développement des stimulants matériel, et développement du caractère sélectif de l'enseignement à l'égard des fils d'ouvriers et de paysans, etc.).

Enfin, dans l'espoir de faire réintégrer Peng Teh-huai dans ses fonctions, la bourgeoisie lançait une pièce de Wou Han intitulée : «La destitution de Hai Jouei», histoire d'un fonctionnaire intègre de l'ancienne Chine, victime de l'arbitraire d'un empereur tyrannique. Mao déclare alors : «Le point essentiel de cette pièce est la révocation. En 1959, nous avons révoqué Peng Teh-huai. Peng Teh-huai c'est Hai Jouei». Et rappelant les «Dix points» qu'il avait définis en 1963, pour orienter le Mouvement d'Éducation Socialiste contre l'idéologie bourgeoise, Mao souligne que les larges masses doivent se mobiliser contre les représentants de la bourgeoisie.

Le 10 novembre 1965 paraît à Changai un article de Yao Wen-yuan dénonçant le caractère de classe de la pièce de Wou-han. D'autres articles allaient suivre, qui tous allaient se heurter à la résistance du «Groupe des Cinq» chargé de la Révolution Culturelle, mis en place au début de 1966, et animé par le maire de Pékin, Peng Cheng. Celui-ci défendait les positions de la bourgeoisie en niant le caractère politique de classe de la pièce, et les enjeux politiques qui l'avaient déterminée. En février, il diffusait, au nom du Parti, un «Rapport sur le débat académique actuel». Le Comité Central du PCC se réunissait le 16 mai à l'initiative de Mao Tsé-toung, et affirmait, dans la circulaire, que loin d'être un débat académique, la Révolution Culturelle était un épisode aigu de la

lutte des classes, auquel devaient participer les larges masses à tous les niveaux.

Une lutte de longue haleine des masses contre la bourgeoisie et ses survivances, et non un simple débat académique

Annonçant l'annulation du «Rapport de février» de Peng Tchong et la dissolution du «Groupe des Cinq», la circulaire soulignait :

«Prenant essor dans notre pays, la grande révolution culturelle prolétarienne s'y déroule impétueusement. Elle bat avec vigueur toutes les positions



idéologiques et culturelles décadentes que conservent encore la bourgeoisie et les débris de la féodalité. Or, au lieu d'encourager tout le Parti à mobiliser sans réserve la masse des ouvriers, des paysans et des soldats, ainsi que les combattants du prolétariat sur le front culturel pour qu'ils poursuivent leur assaut, ce plan cherche par tous les moyens à faire dévier ce mouvement vers la droite. Il estompe la lutte de classes aiguë qui s'engage actuellement sur le front culturel et idéologique, et en particulier, l'objectif de cette grande lutte qui est de stigmatiser Wou Han et les nombreux représentants anti-parti et anti-socialistes de la bourgeoisie (on trouve également un certain nombre de ces représentants de la bourgeoisie au sein du Comité Central et de ses organismes, ainsi qu'au sein des organisations du Parti à l'échelon des provinces, des municipalités et des régions autonomes)...

Le plan viole le principe fondamental du marxisme selon lequel toute lutte des classes est une lutte politique. A peine la presse avait-elle abordé le problème politique de la pièce de Wou Han que les auteurs du plan affirmaient carrément : «Les discussions dans les journaux et les revues ne doivent pas se limiter aux problèmes politiques : elles doivent traiter amplement des diverses questions académiques et théoriques qui s'y

rapportent». Autrement dit, on ne pouvait toucher à la question de la destitution des opportunistes intervenue lors de la réunion de Louchan en 1959, ni à celle des activités anti-parti et anti-socialiste de Wou Han et consorts. Le camarade Mao Tsé-toung nous a souvent enseigné que la lutte contre la bourgeoisie sur le plan idéologique est une lutte des classes de longue haleine, un problème qui ne saurait être résolu par une conclusion politique tirée à la hâte».

Liberté d'expression pour le peuple ou pour la bourgeoisie ?

La circulaire dénonce ensuite deux slogans du «Groupe des Cinq» : l'encouragement à la «liberté d'expression», d'abord :

«Par un tour de passe-passe, il déforme, dans son essence même, la politique d'encouragement à l'expression des opinions que le camarade Mao Tsé-toung a formulée en mars 1957 ; il a escamoté son caractère de classe. Le camarade Mao Tsé-toung a justement indiqué : «Nous avons à soutenir un long combat contre l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise. Ce serait une erreur de ne pas comprendre cela, de renoncer à la lutte idéologique. Toute idée erronée... doit être soumise à la critique, et il ne faut jamais lui laisser le champ libre». Il a ajouté : «Encourager l'expression, c'est donner libre cours à la

Consolider la dictature du prolétariat

«En résumé, ce plan s'oppose à ce que la révolution socialiste soit menée jusqu'au bout... il frappe la gauche prolétarienne, couvre la bourgeoisie et prépare l'opinion publique à la restauration de la bourgeoisie. Il est le reflet de l'idéologie bourgeoise au sein du Parti, il est on ne peut plus révisionniste. Loin d'être négligeable, la lutte contre cette ligne révisionniste est d'une importance capitale ; de cette lutte dépendent le sort de notre Parti et de notre pays, leur avenir et leur physionomie future, ainsi que la révolution mondiale. Le parti tout entier doit suivre les instructions du camarade Mao Tsé-toung, dénoncer à fond la position réactionnaire bourgeoise de ce groupe de «sommités académiques» anti-parti et anti-socialistes, critiquer totalement toutes les idées réactionnaires bourgeoises des milieux académiques, littéraires, artistiques et de l'édition, ainsi que s'assurer la direction dans tous ces domaines de la culture».

Les individus du genre Khrouchtchev

«Et, à cette fin, il faut en même temps critiquer les représentants de la bourgeoisie infiltrés dans le Parti, le gouvernement, l'armée et les milieux culturels... Ils constituent un ramassis de révisionnistes contre révolutionnaires. Si l'occasion s'en présentait, ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie. Certains de ces gens-là ont été découverts par nous ; d'autres ne le sont pas encore ; certains autres, encore, par exemple les individus du genre Krouchtchev, bénéficient maintenant de notre confiance, ils sont formés pour être nos successeurs et se trouvent à présent au milieu de nous. Les comités du Parti à tous les échelons doivent prêter une attention particulière suffisante à ce point».

« Un document historique »

Commentant cette circulaire, l'organe central du PCC, «Hongqi», écrivait le 18 mai 1967 :

«Le camarade Mao Tsé-toung a développé le marxisme-léninisme et résolu le problème de la théorie et de la pratique pour faire la révolution et prévenir la restauration du capitalisme sous la dictature du prolétariat... C'est seulement en réalisant la grande démocratie dans les conditions de la dictature du prolétariat et en mobilisant de bas en haut les masses sur une grande échelle, qu'on peut continuellement liquider ces éléments révisionnistes contre-révolutionnaires, et élever dans la lutte la conscience des larges masses pour prévenir et combattre le révisionnisme».

Engagées dans le combat contre la bourgeoisie, dans la voie tracée par la circulaire du 16 mai 1966, les masses populaires chinoises allaient remporter d'éclatantes victoires dans la consolidation de la dictature du prolétariat et la construction du socialisme. La lutte de classes menée par le peuple chinois au cours de la dernière décennie, a permis de démasquer les représentants de la bourgeoisie et de préserver les acquis de la Révolution Culturelle : hier, le peuple chinois faisait échec à Liou Chao-chi et Lin Piao, aujourd'hui, il combat la ligne bourgeoise de Teng Hsiao Ping.

En ce sens, la circulaire du 16 mai 1966 est d'une très grande portée historique pour le mouvement ouvrier international.

DANS NOTRE COURRIER

COMMUNIQUÉS

Coordination Nationale des Élèves Révolutionnaires

AURA LIEU LE 23 MAI :

LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME HABY :

- Premier bilan
 - Comment continuer, quelles perspectives.
- Avec des élèves de toute la France.

Pour tout contact, écrire au Quotidien du Peuple qui transmettra.

FACULTÉ DE VINCENNES

Lundi 17 mai

Journée de soutien à la lutte contre la Sonacotra

Depuis plus d'un an, malgré l'attitude de la Sonacotra, la répression policière et les tentatives de division et de localisation du conflit orchestrées par le P«C»F et la direction de la CGT, la lutte ne cesse de s'accroître. Des comités de soutien, sous la direction du comité de coordination seul représentant des résidents en lutte se sont créés dans de nombreux quartiers, usines ou UL-CFDT ou CGT.

C'est donc dans l'optique de l'autonomie et de l'offensive de cette lutte que le comité de soutien de la faculté de Vincennes propose le LUNDI 17 MAI 1976, une journée de soutien :

- A partir de 14 heures :
- montage diapositives : «La lutte des Sonacotra» réalisé par des étudiants et des enseignants du département de sociologie et de cinéma.
- Projection du film : «nationalité immigrée»
- Expo de dessins et photos réalisée par des étudiants d'arts plastiques et cinéma.
- Montage diapo sur la lutte des travailleurs pakistanais.

À 19 HEURES : MEETING CENTRAL

Avec le comité de coordination et le comité de résidents du foyer de Montreuil.

A 21 heures : théâtre avec la troupe «El Assifa», «C'est la vie de château...»

Nous appelons les étudiants et les résidents de Montreuil à participer massivement à cette journée qui doit être un pas en avant vers une réelle jonction étudiants-travailleurs.

SONACOTRA CÉDERA

TRAVAILLEURS FRANÇAIS IMMIGRÉS ÉTUDIANTS TOUS UNIS

Comité de soutien Vincennes

Meeting avec des représentants du F. POLISARIO

A l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la lutte armée au SAHARA OCCIDENTAL (20 mai 1973), l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique vous invite à participer au meeting d'information et de solidarité avec le peuple Sahraoui qui aura lieu à la

MUTUALITÉ (Métro Maubert-Mutualité)

Le LUNDI 17 MAI à 20 h 30

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique
BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06

Le nucléaire au cinéma

Le Cinématographe (44, Cours Suchet - 69002 LYON), présente du 17 mai au 24 mai, trois films suivis de débat pour illustrer les dangers de l'Énergie Nucléaire : pollution thermique et radioactive, société policière et concentrationnaire, atome militaire.

Au programme :

- LA BOMBE de P. WATKINS
- KASHIMA PARADISE de BENIE DESWARTES et YANN LE MASSON
- DOCTEUR FOLAMOUR de STANLEY KUBRICK

LE CINÉMATOGRAPHE

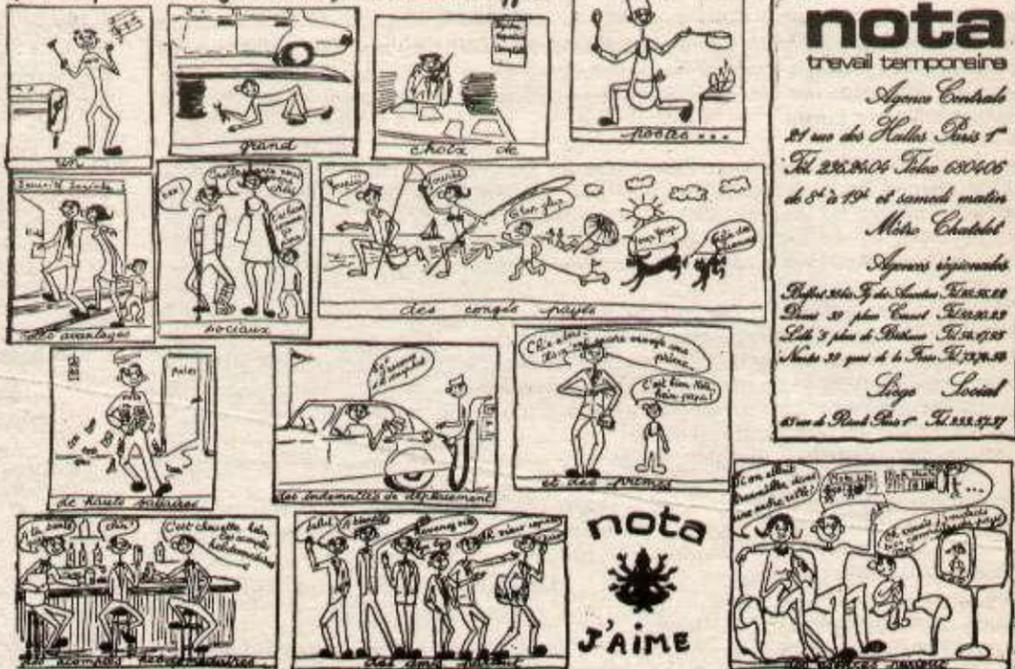
LE NUCLÉAIRE

Conférence de M. Dupuyet le lundi 17 mai à 21 h 30 et présentation de son diaporama : L'énergie Nucléaire.

«LA BOMBE» : Mar. 18 mai - 21 h 40 - «KASHIMA PARADISE» : mar. 18 mai, 21 h 40 - «DOCTEUR FOLAMOUR» : mar. 18 mai, 21 h 40.

SUR LES TABLES DE DE JACQUES BOREL

VOUS qui cherchez du Travail, nota vous offre :



Je vous joins une nappe en papier trouvée dans un restaurant «Wimpy» de Jacques Borel. C'est une publicité ignoble pour la «NOTA», société d'intérim. Cette agence de négriers a,

on le sait, une spécialité : le recrutement pour Peugeot de miliciens. Dans leur livre, N. Brimo et C. Angeli démontrent le rôle de cette société d'intérim. Quand on connaît ces éléments,

on comprend mieux le mépris incroyable qui anime les dessins de cette nappe publicitaire. Vous devriez le publier pour édifier les lecteurs du QdP.

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION»

REBELLES

N° 3 est sous presse

Au sommaire de ce numéro : notamment :

- Reportage à la fête de Rebelles
- La parole aux jeunes travailleurs :
- A Lip, et Bourgogne Electronique ils luttent contre le chômage et la répression.
- A Moulinex, dans la sidérurgie, ils dénoncent les conditions de travail désastreuses.
- A la campagne, les jeunes sont aussi exploités : un jeune ouvrier agricole parle.
- Etre jeune et immigré
- Ils sont fiers de l'être dans les foyers Sonacotra !
- La recherche au service de qui ?
- Interview de Levy Leblond (physicien).
- La lutte contre la réforme Haby
- 1^{er} bilan
- Les examens : ce qu'il faut savoir...

En couleurs, 40 pages, 3 F 50, bientôt dans les kiosques de Paris.

Passez vos commandes à Rebelles, 57, rue Ordener 75 018 Paris

L'ILOTAGE

Il est flic. Il vient d'entrer dans le magasin. Il se présente. Il est chargé, dit-il, de la surveillance du quartier. Il interroge : «Vous n'avez pas à vous plaindre, si vous avez un problème je suis là...» Il aperçoit une affiche dans le magasin contre la retraite de misère des vieux. — Qui a fait cette affiche ? — C'est mon beau-fils, répond naïvement mon beau-père. C'était donc nécessaire à la sécurité du quartier que de savoir qui avait fait cette affiche ?

L'ilotage, c'est une surveillance politique (connaître les idées et les agissements des gens) qui arrive à faire de vous un indicateur sans que vous vous en rendiez compte.

C'est Hitler qui a mis au point cette technique. Alors renvoyez ces démarcheurs de Ponia et dénoncez-les. (...)

G. Lille

POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE,
JE DONNE

10F 50F 100F

Nom.....

Adresse.....

Profession.....

Envoyer à
Le Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 13 248 F Paris

POUR SOUTENIR LE
QUOTIDIEN DU PEUPLE
ACHETEZ-LE TOUS LES JOURS
AU MÊME KIOSQUE

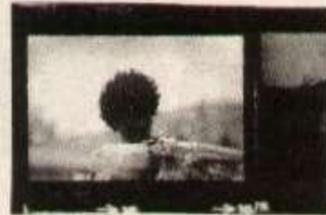
Téléphonez au
Quotidien
208.65.61

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale :
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

PHOTOGRAPHIE

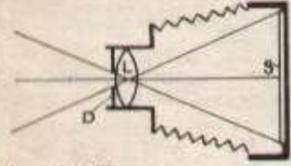


LES DIFFÉRENTS TYPES D'APPAREILS



Aujourd'hui, nous allons voir les différents types d'appareils photographiques. On peut tout d'abord expliquer comment est conçu un appareil photographique :

- Une chambre noire dans laquelle se trouvera le film, et où se formera l'image du sujet photographié.
- L'objectif, fait de une ou plusieurs lentilles associées, qui permet de transformer l'image du sujet, de l'éloigner et de la rapprocher. L'objectif est monté sur une rampe de mise au point, afin de rendre l'image nette. A l'intérieur des objectifs, il y a de fines lamelles métalliques qui s'entrecroisent pour former un cercle plus ou moins grand, par où passera la lumière : c'est le diaphragme, qui permet de régler la quantité de lumière que l'on veut pour impressionner le film.



L = lentille
D = diaphragme
S = surface sensible

- Entre l'objectif et la chambre noire, il y a un obturateur, qui permet de sélectionner la vitesse à laquelle on veut photographier le sujet.

Voilà en gros, comment fonctionne un appareil photographique. On peut essayer maintenant de voir les différents types d'appareils que l'on trouve dans le commerce (classés par format du film utilisé) :

«FORMAT 110» :
Ce type d'appareil utilise des films de 16 mm de largeur. Ils ont un maniement très simple, ils sont d'un prix abordable, ils prennent très peu de place dans un sac ou une poche. Mais le négatif étant très petit (8 x 10 mm), la qualité de l'épreuve (sur papier) s'en ressent à l'agrandissement. En général, on ne peut pas agrandir plus de dix-huit fois le négatif (ce qui fait des épreuves de 13 cm sur 18 cm, qui commencent à être floues).



«FORMAT 126»
Ce type d'appareils utilise des films de 28 mm de largeur. Le négatif est carré, 28 x 28 mm, ce qui permet d'obtenir des agrandissements de qualité moyenne.



Les appareils de 126 sont souvent dotés d'objectifs dits «cul-de-bouteille», ce qui résume bien leur qualité, leur

«définition», leur netteté, leur contraste (le fait que l'objectif n'est pas en verre mais en plastique peut expliquer ce manque de qualité). Leur prix est très abordable. Avec ce type d'appareil, on peut facilement «sortir» quelque chose, mais de qualité médiocre.

«FORMAT 135»
Ce type d'appareil utilise des films de 35 mm de large. Le négatif fait 24 x 36 mm. C'est une dimension correcte, on peut facilement agrandir le format de l'épreuve sur papier sans que la qualité en souffre beaucoup. C'est le type d'appareil le plus répandu. On pourrait classer ainsi les différents types de «135» :



135 non reflex

les non-reflex et les reflex. Un appareil reflex, c'est un appareil où il est possible de voir son sujet directement à travers l'objectif. On peut donc bien faire sa mise au point, son cadrage. Un appareil non-reflex possède une mise au point par symbole (portrait, groupe, paysage), ou par superposition de deux images (le principe du télé-mètre), le cadrage est plus difficile. Il ne faut pas acheter un appareil trop compliqué.

Tous les appareils reflex sont à objectifs interchangeables. C'est un gros avantage, quand on peut en acheter plusieurs. On peut avoir un grand angle, un angle normal et un télé-objectif. Ce qui permet déjà beaucoup de chose. Par contre, sur certains appareils, il y a des gadgets inutiles, sophistiqués qui ne servent qu'à justifier leur prix élevé.



135 reflex

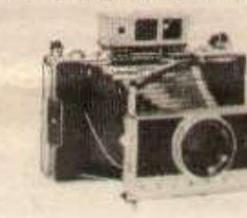
Bien sûr, ce qui fera la qualité, ce n'est pas tel ou tel gadget sur le boîtier, mais la construction de l'objectif (le polissage des lentilles...), le nombre de lentilles... On ne résout pas les problèmes de qualité par la technique. Avec un bon objectif, un boîtier simple et de l'application, on peut faire bien.

«FORMAT 120»
Ce type d'appareil utilise des films de 70 mm de large. Le négatif fait 6 x 6 cm, 6 x 7 cm ou 5,6 x 7,2 cm. Ces appareils prennent beaucoup de place, sont souvent coûteux et conviennent plus à des «professionnels» qu'à des amateurs. Pourtant, il est possible de trouver des 6 x 6 (de la République Populaire de Chi-



ne, d'URSS) qui ne sont pas chers et donnent des résultats très corrects. La grandeur du négatif permet de forts agrandissements, un cadrage plus facile.

Voici les formats les plus répandus. On peut ajouter à ceux-ci le «18 x 24» qui appartient à la famille des «135». Ces appareils ont un négatif moitié moins grand que le «24 x 36», ce qui permet de multiplier par deux le nombre de vue d'une pellicule photographique (70 vues au lieu de 36, 40 au lieu de 20). Cela peut avoir des avantages. On peut ajouter les «Polaroid». Ces appareils utilisent des films de 8 x 10,5 cm et ils permet-



LUNDI 17 MAI	
18 h 50	- Pour les jeunes
18 h 35	- A la bonne heure
19 h 05	- Chateau Espérance
19 h 20	- Actualités Régionales
19 h 40	- Une minute pour les femmes
19 h 45	- Alors, raconte
20 h 00	- JOURNAL
20 h 30	- Niagara Film américain
21 h 55	- Les lieux de Marguerite Duras
22 h 55	- JOURNAL et fin
A2	
18 h 30	- JOURNAL
18 h 40	- Le palmarès des enfants
18 h 55	- Des chiffres et des lettres
19 h 20	- Actualités Régionales
19 h 45	- Y'a un truc
20 h 00	- JOURNAL
20 h 35	- La tête et les jambes
21 h 55	- Portrait de l'univers
22 h 50	- JOURNAL et fin
FR3	
19 h 20	- Actualités Régionales
19 h 40	- Tribune Libre
19 h 55	- Flash Journal
20 h 00	- Les jeux de 20 h
20 h 30	- Prestige du cinéma : La femme en bleu Film français de M. Deville (1972)
22 h 00	- JOURNAL et fin

tent d'obtenir en couleur ou en noir et blanc, une seule épreuve sur papier en quelques minutes. Ils sont d'un maniement très simplifié, automatiques. Les appareils ne coûtent pas très cher, c'est le film spécial qui est onéreux.

La prochaine fois, nous aborderons la question du choix d'un appareil.

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ : Dans la grotte, l'eau manque. Trois partisans vont chercher des noix de coco, pendant la nuit. Suivant un chemin de traverse, ils échappent à la vue de l'ennemi.

29^e ÉPISODE : UNE CONVERSATION

Toi et Trong choisirent deux arbres de petite taille chargés de fruits. Ils remirent leurs armes à Ngan qui leur recommanda :

— Laissez tomber les fruits quand ils se mettent à tirer, ils n'entendront pas la chute !

Toi opina de la tête.

Les deux gars sautèrent chacun sur son arbre et grimperent lentement. En un clin d'œil, ils disparurent dans les palmes et commencèrent à faire tourner les noix de cocos pour les détacher. Ils les attachèrent ensuite deux par deux et les suspendirent à leur cou. Ngan frappa légèrement quelques coups sur le tronc d'un cocotier. Toi et Trong perçurent le signal et descendirent. Dès que ceux-ci eurent touché terre, Ngan leur remit les armes, et laissant là les noix, tous s'enfoncèrent plus avant dans la cocoteraie.

Quelques pas plus loin, le groupe s'arrêta. Ngan venait d'apercevoir plusieurs points lumineux de la grosseur d'un bout de baguette. Des soldats fumaient.

Les soldats parlent de la mort de Su.

— Le lieutenant s'y est pris par quatre fois. Un seul coup a porté. Comme elle n'était pas morte, le commandant l'a fait hisser en haut, escamotant que ses gémissements décourageraient les types de la grotte. Mais jusqu'au soir, aucun son n'est sorti de sa bouche.

— Mais si ! Au moment de mourir, elle a crié. Je l'ai



entendue qui gigotait au bout de sa corde et elle a crié à l'adresse de la foule qui venait d'arriver : «Vengez-moi !» Puis elle a appelé le président Ho Chi Minh, a eu encore quelques soubresauts avant de s'éteindre.

La voix du soldat se fit haletante :

— Je n'ai...entendu...que ça...car au même moment la foule hurla et se porta en avant. Rien que des femmes, des vieillards et des gosses. Ils nous injuriaient et nous malmenaient drôlement, se moquant de nos fusils. (...) Moi, j'ai été jeté à terre, piétiné par une femme énorme. Pour un peu j'aurais laissé ma peau dans l'aventure ! Quand j'ai réussi à me relever, les gens ont coupé la corde et ramené la fille et sa mère sur leur dos ! Le commandant a donné l'ordre de reprendre le

corps. Il a crié et tempêté : «Je vous tuerai tous jusqu'au dernier ! Vous chercher à enterrer une Viet Cong hein ?» On lui rétorquait : «C'est une des nôtres, nous ignorons ce que c'est que les Viet Cong». Et ils défilaient tranquillement.

Les soldats s'éloignent.

Deux soldats cependant étaient restés sur place.

— Dieu sait où l'on va passer le Têt !

— Le plus emmerdant, c'est qu'ils sont capables de nous envoyer du côté de Ca Mau.

— Pas besoin d'aller si loin ! Même si l'on s'éternise ici, il n'est plus question de passer le Têt en famille.

— Veille bien à t'abstenir d'entrer dans cette grotte sans joie. Tu sais, il n'y a plus de hamacs pour les blessés.

— Comment se dérober quand on te donne l'ordre d'y aller. Comment refuser ? Mon dieu, hier, en passant devant l'école, j'ai entendu les blessés hurler à fendre l'âme.

— Pour moi, il faut écouter le caporal Co.

— Co ? Qu'a-t-il dit ?

Les deux hommes baissèrent la voix. Impossible d'entendre ce qu'ils se disaient. Ngan toucha du pied ses compagnons pour leur dire de se replier. Les trois hommes rejoignirent le tas de noix, enlevèrent une couche d'écorce pour les alléger et les attachèrent deux à deux. Chacun avec une paire de noix de cocos au cou, ils reprirent le chemin de la grotte. Tout le long du chemin, Ngan pensait avec douleur : «Ainsi Su est morte, réellement morte !» Son cœur fut accablé d'un regret lancinant. Puis, une colère sourde le submergea. A son cou, les noix ce cocos se firent plus lourdes à chaque pas.

(à suivre)



GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

U.T.A. - U.P.G. - U.G.T.G.

Par Christine VAIVRE

DE LA LUTTE REVENDICATIVE

À LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Lorsque nous avons parlé de la dernière lutte dans le secteur de la canne à sucre, nous avons expliqué qu'elle avait été déclenchée par des syndicats de masse, l'UTA, Union des Travailleurs Agricoles, l'UPG, Union des Paysans Pauvres de Guadeloupe et l'UGTG, Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe. Afin de savoir ce qu'ils sont, comment ils organisent les masses, nous avons questionné des camarades guadeloupéens.

DES SYNDICATS DE LUTTE DE CLASSE

Quotidien du Peuple : Comment sont nés ces syndicats ?

R. : Pour parler de la création des organisations syndicales qui mènent la lutte actuellement en Guadeloupe, c'est-à-dire l'UTA, l'UPG et l'UGTG, il faut expliquer les raisons mêmes de leur existence. En Guadeloupe, il apparaissait à de nombreux patriotes guadeloupéens, en tout cas à ceux qui étaient les plus avancés politiquement, qu'il fallait pour mener la lutte non seulement contre l'impérialisme français, mais aussi contre les révisionnistes du P«CG» d'une façon conséquente, il fallait organiser les masses guadeloupéennes et les mettre en mouvement. Le GONG* s'était révélé incapable de faire ce travail. Il a été entrepris par un groupe d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels qui ont commencé à se lier aux masses ouvrières et paysannes, ceci surtout pour les intellectuels ; et après un travail d'enquête, de vie et de travail avec les masses, ces camarades ont créé une organisation qu'ils ont appelée l'UTA, Union des Travailleurs Agricoles.

Au moment de sa création, l'UTA regroupait tous les travailleurs agricoles : coupeurs de canne, attacheuses... mais aussi les petits planteurs et les colons partiaires.

Après la grève qu'a menée cette organisation en 1971, et l'ampleur du mouvement en 71, en 1972, au moment de l'ouverture de la campagne sucrière, les capitalistes ont décidé d'attaquer l'UTA sur le plan juridique. Ils ont dit que l'UTA, en tant qu'organisation syndicale, ne pouvait regrouper qu'une seule catégorie de travailleurs, alors qu'elle regroupait des salariés et des petits patrons. L'argumentation des capitalistes était bien trouvée sur le plan juridique. Il est vrai juridiquement qu'une organisation syndicale ne peut regrouper qu'une seule catégorie de travailleurs. Il est vrai aussi qu'en Guadeloupe, il est difficile de faire la démarcation entre petit planteur et ouvrier agricole dans la mesure où de nombreux travailleurs agricoles sont à la fois petits planteurs et ouvriers agricoles. L'UTA ne voulait pas s'engager dans cette bataille juridique qui aurait pris du temps. D'autre part, il fallait lancer tout de suite la lutte. Alors, les camarades paysans pauvres ont décidé de se réunir à part et de créer une organisation syndicale, l'UPG, Union des Paysans Pauvres de Guadeloupe, en 1972. La création de l'UPG répondait à l'attaque des capitalistes. Dans la réalité, l'UTA et l'UPG sont des organisations jumelles, des responsables de l'UTA sont aussi responsables de l'UPG dans la mesure où ils sont à la fois petits planteurs et ouvriers agricoles. Il y a une cohésion dans la lutte entre l'UTA et l'UPG.

La centrale syndicale qui s'appelle l'UGTG, Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe, a été créée en 1973. Sa création était devenue une nécessité pour mettre en mouvement d'autres secteurs salariés, il apparaissait aussi nécessaire de réunir les différents

secteurs de la production en Guadeloupe. Le travail entamé dans certains secteurs le permettait.

Il faut savoir que dans les années 63-64, le seul travail qui avait été fait, était un travail théorique pour lutter contre le révisionnisme, pour vaincre cet argument, qui était, le mot d'ordre du P«CG», l'autonomie. Le problème qui se pose aux patriotes est de créer un courant pour l'indépendance nationale. De 63 à 70, le travail sera essentiellement un travail de propagande pour propager l'idée, le mot d'ordre d'indépendance nationale. Il se fera sous forme de tracts, meetings, graffitis... Pour que ces idées deviennent des forces matérielles, il faut qu'elles pénètrent les masses. Celles-ci ne peuvent les acquérir que dans la lutte. Elles ne peuvent lutter contre les révisionnistes sans lutter contre les capitalistes colonialistes ; elles ne peuvent lutter sur ces deux fronts sans s'organiser. Les révolutionnaires se rendent compte qu'ils connaissent un peu de théorie, mais pas la Guadeloupe, sa réalité. Ils comprennent qu'il n'est pas possible que le travail fasse un pas qualitatif s'il ne se transforme pas en un travail d'organisation des masses. C'est ce qui donne lieu à leur travail, long, patient d'enquête, leur travail de propagande idéologique pour que les travailleurs en finissent avec leur dégoût de la «politique» et même de l'action syndi-



cale puisqu'elle était tenue déviée par les révisionnistes. C'est dans cette conjoncture que naît l'UTA.

L'UGTG, qui était relativement faible à sa création, s'est considérablement renforcée. Aujourd'hui, on trouve à l'UGTG les ouvriers agricoles de l'UTA, c'est le noyau le plus fort de l'UGTG, les ouvriers du bâtiment, les ouvriers industriels des centrales sucrières, en particulier ceux de l'usine Gardel qui constituent aussi une section forte. On trouve aussi les employés de la Chambre de Commerce de Pointe à Pitre, les gens de maison, les employés de l'INSEE et aussi les travailleurs de la santé, organisés dans l'Union des Travailleurs de la Santé, et enfin les ouvriers de la SIG, une société immobilière mixte, une entreprise de construction.



Organiser les masses guadeloupéennes

COMMENT EST DÉTERMINÉ LE PRIX DE LA TONNE DE CANNE À SUCRE

Depuis plusieurs années, le prix de la tonne de canne est l'un des objectifs des mouvements de lutte dans le secteur de la canne. C'est pourquoi, il nous a paru intéressant de montrer comment ce prix était déterminé.

On peut faire la comparaison avec la façon dont est fixé le prix du sucre de betterave. En France, celui-ci est déterminé directement par le Marché Commun, de façon à garantir un prix minimum aux betteraviers qui sont des capitalistes. Le prix est connu au moment de l'ensemencement, donc le betteravier est sûr de recevoir telle ou telle somme. De plus, le transport, du champ à l'usine, est pris en charge par l'industriel qui raffine.

Pour la Guadeloupe, pseudo département français, membre de la Communauté Economique Européenne, le prix de la tonne de canne est fixé par une Commission Interprofessionnelle du Marché Commun à partir du prix du sucre blanc raffiné, donc dérivé du prix du sucre de betterave. Depuis que la Guadeloupe est une colonie, depuis Colbert, elle ne peut produire aucun produit raffiné, aucun produit manufacturé. La canne est donc transportée en France, le sucre est raffiné en France, et le prix du sucre vendu en Guadeloupe est fixé à partir du sucre de betterave raffiné. Ces coûts de production prévalent même en Guadeloupe !

En plus, pour faire face à la concurrence de la CEE, des capitalistes de la betterave, les capitalistes usiniers guadeloupéens essaient de diminuer au maximum leurs frais. Ils les font supporter aux paysans pauvres : frais de transport de la canne du champ à l'usine, de la Guadeloupe à la France... Le petit planteur guadeloupéen ne bénéficie d'aucun prix plancher. Le prix qu'il recevra dépend du prix auquel le sucre sera vendu, et donc des bénéfices réalisés par les capitalistes.

On peut constater que la fixation du prix de la tonne de canne est un problème qui tient compte des rapports coloniaux existants entre la France et la Guadeloupe, c'est un problème politique.

LA DÉMOCRATIE

QdP : Quels sont les méthodes de travail de ces syndicats ?

R. : D'abord leurs méthodes de travail rompent avec toute une tradition du mouvement syndical guadeloupéen, symbolisée par la CGT. Par exemple, avant de prendre une décision sur tel ou tel problème, les camarades de l'UTA, l'UPG, l'UGTG prennent le soin de demander l'avis des militants, ils en font la synthèse avant de faire des propositions aux travailleurs. Ensuite seulement, l'ensemble des travailleurs se lance dans l'action. C'est la première fois en Guadeloupe que de telles méthodes sont utilisées, que la ligne de masse est appliquée.

Il faut bien différencier les méthodes suivies par l'UTA, de celles suivies par la CGT. Les méthodes de l'UTA consistent à mener l'enquête, à lancer sur cette

base un travail de propagande puis à déclencher l'action et après, seulement après, à négocier. Les révisionnistes font le contraire, ils négocient d'abord puis font l'action, puis la propagande, les masses pour eux ne sont qu'une masse de manœuvre.

Il y a au sein des trois organisations (UTA, UPG, UGTG) une lutte contre les méthodes qu'employaient les révisionnistes, on ne rompt pas comme ça avec trente ans de pratique révisionniste. Lors du dernier congrès de l'UGTG, du 26 au 28 décembre 75, les ouvriers délégués présents ont insisté sur la lutte entre ces deux méthodes de travail. Ce congrès s'est prononcé pour l'indépendance nationale de la Guadeloupe.

Nous verrons demain sous quelles formes précises s'organisent les travailleurs de l'UTA, l'UPG et de l'UGTG.

*-Le GONG était un mouvement né en 63 qui propagea le mot d'ordre d'indépendance nationale, qui fit un important travail de propagande sur cette question.